

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Algérie : la colère populaire

Lutte ouvrière dans les élections européennes

■ Les États désunis
d'Europe

■ Antisémitisme
et antisionisme

■ Venezuela :
le chavisme
et les manœuvres
impérialistes

■ Le gouvernement
italien

■ Russie :
Poutine, Navalny
et le mécontentement
social



Au sommaire de ce numéro

Lutte ouvrière dans les élections européennes	1
Algérie: la candidature de Bouteflika déclenche la colère populaire	9
Les États désunis d'Europe	17
Antisionisme et antisémitisme: un amalgame à combattre	23
Venezuela: le chavisme en faillite confronté aux manœuvres impérialistes	27
Gouvernement italien: la façade antisystème se fissure, les idées réactionnaires restent	33
Russie: Poutine, le démagogue Navalny et un mécontentement social persistant	39

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Lutte ouvrière dans les élections européennes

Pour les élections au Parlement européen du 26 mai prochain, Lutte ouvrière présentera une liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier.

Dans la campagne, nous ferons appel à la conscience de classe des travailleurs. Celle-ci commence par le sentiment d'appartenir à la classe sociale de celles et ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre. De celles et ceux qui ne maîtrisent pas leurs propres conditions d'existence, à commencer par leur emploi, par leur pouvoir d'achat et tout ce qui en dépend.

Cette conscience commence par la fierté de faire partie de ceux qui, par leur activité, font fonctionner toute l'économie, des usines aux banques, des circuits de distribution aux transports, etc. D'être aussi celles et ceux qui constituent l'ossature de la vie sociale ; ceux qui soignent, enseignent, transmettent, qui assurent les mille et un services indispensables à la vie de la collectivité, des crèches aux Ehpad.

La conscience de classe commence par la conviction que tous ceux qui travaillent ont le droit de vivre une vie correcte, correspondant à ce qui est nécessaire et possible dans notre 21^e siècle, qui n'acceptent pas la dégradation de leurs conditions d'existence et ne se résignent pas à leur situation.

La conscience de classe, sur le terrain politique, c'est ce-



pendant bien plus que cela. C'est la conviction d'appartenir à la classe sociale qui a la possibilité mais aussi la vocation historique d'incarner un autre avenir pour l'humanité qu'une organisation sociale dominée par le grand capital et par la grande bourgeoisie qui le monopolise.

Cette conscience-là était incarnée dans le passé par des partis qui avaient pour objectif l'émancipation de la classe ouvrière par la seule voie possible : la révolution sociale, le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, la liquidation de la propriété privée des moyens de production et la réorganisa-

tion de l'économie au profit de la collectivité.

Cette conscience-là, déformée, pervertie, trahie par les grands partis qui l'ont incarnée jadis, qui se sont revendiqués du socialisme puis du communisme, s'est effacée, laissant la classe ouvrière sans boussole ou avec des repères trompeurs. Le climat délétère du capitalisme agonisant pèse sur l'état d'esprit des travailleurs eux-mêmes et, plus encore, sur leur vision de la société, sur les rapports de classe. Ce n'est pas nouveau, la conscience de classe au sens politique du terme a toujours été un combat contre la pression dissolvante



En avril 1936, le Parti communiste, pourtant déjà stalinien, se référait encore au « prolétaire » et au « communisme ». Son programme affiché était de « faire payer les riches », c'est-à-dire les « deux cents familles »

du capitalisme, de l'individualisme au chauvinisme.

C'est ce combat qui a été abandonné, progressivement ou brutalement, par les grands partis issus de la classe ouvrière, le PS et le PCF. Au point que les mots les plus simples, le vocabulaire de la lutte de classe – à commencer par exploitateur et exploité, grande bourgeoisie, grand capital et classe ouvrière – ont été chargés d'une tout autre signification que celle transmise par la tradition ouvrière. L'influence pourrissante du capitalisme corrompt jusqu'aux mots. La société se résume aux « classes moyennes ». Une fraction croissante de la classe ouvrière se voit désignée comme « autoentrepreneuse ». Et, quand le pouvoir parle de réformes, ce n'est pas pour améliorer, ne serait-ce que progressivement, le sort des exploités, mais pour leur asséner de nouveaux coups.

Il appartient aux militants qui ont pour objectif de reconstruire un parti communiste révolutionnaire de profiter de toutes les occasions pour

transmettre les traditions et les valeurs du mouvement ouvrier, jusqu'aux mots pour les désigner. Les élections, les campagnes électorales en constituent une.

**ÉTATS NATIONAUX
ET UNION EUROPÉENNE :
DES INSTRUMENTS
D'OPPRESSION
AU SERVICE DE
LA GRANDE BOURGEOISIE**

Nous rappellerons que le Parlement européen, comme toutes les institutions élues dans la démocratie bourgeoise, sert de feuille de vigne à une armada de fonctionnaires non élus et, derrière elle, à la domination du grand capital. Il prétend représenter les peuples de l'Union européenne (UE). Il ne les représente pas plus que les Parlements nationaux ne représentent les intérêts de leur propre peuple, ni sous Macron ni auparavant. Il ne le peut pas pour cette raison fondamentale que les exploitateurs et les exploités ont des intérêts opposés et que le prétendu « in-

térêt national » exprime, dans la société de classes, l'intérêt de la classe dominante.

L'union actuelle entre des États qui sont tous au service de leur classe de possédants n'est cimentée que par leur volonté commune d'assurer à leurs capitalistes un marché aussi large que possible pour faciliter la circulation de leurs marchandises et de leurs capitaux. Mais cette volonté commune affichée dissimule la brutalité des rapports de force entre les États impérialistes d'Europe et la partie la moins développée du continent. La guerre menée aux classes laborieuses de Grèce par les puissances impérialistes d'Europe occidentale, par leurs banques et leurs dirigeants, en a fourni la dernière des illustrations. La mise en coupe réglée des anciennes Démocraties populaires par les grandes entreprises capitalistes, allemandes, françaises, britanniques, en est une autre illustration. De l'automobile aux hypermarchés capitalistes, en passant par les banques, l'Europe centrale et orientale,

de la Pologne à la Bulgarie, est redevenue un terrain d'affrontement entre multinationales, comme elle l'était avant la Deuxième Guerre mondiale.

L'union de tous les peuples d'Europe est une nécessité pour ce continent à l'histoire si partagée, aux peuples si entremêlés, aux économies si interdépendantes, et qui a pourtant été si souvent déchiré par des guerres. Mais l'Union européenne n'est pas une union des peuples. C'est l'association de bandes de brigands, les pays impérialistes d'Europe occidentale, dont les plus puissants, France, Allemagne et Grande-Bretagne, se partagent la domination sur le continent.

Que les brigands capitalistes des différents pays soient associés ou qu'ils s'affrontent, ils mènent toujours la guerre contre ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

S'agissant d'élections qui ont le Parlement européen pour objet et l'avenir de l'Europe pour prétexte, nous défendrons le point de vue qui correspond aux intérêts politiques de la classe ouvrière. L'unification de l'Europe fait partie de notre programme. Le morcellement de ce continent entre États nations rivaux, défendant les intérêts spécifiques des bourgeoisies nationales, est un des aspects les plus réactionnaires, les plus nuisibles de l'organisation capitaliste de la société.

Il y a un siècle déjà, Trotsky défendait la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. L'incapacité de la bourgeoisie dominante l'Europe à les réaliser est l'expression de son incapacité à réaliser quoi que ce soit de progressiste, c'est-à-dire allant dans le sens du progrès de la société humaine.

C'est la rivalité entre les bourgeoisies impérialistes française, allemande, britannique, etc., qui a creusé, lors de deux guerres fratricides devenues mondiales, un fossé de sang entre des peuples

qui avaient tissé entre eux mille liens économiques, culturels, humains, au long d'une histoire commune. Cette rivalité entre bourgeoisies, même lorsqu'elle ne se traduit pas par la guerre, pèse sur les travailleurs. C'est en invoquant la concurrence, la nécessité d'être compétitives les unes vis-à-vis des autres, que les différentes bourgeoisies aggravent les conditions de travail et de salaire de tous les travailleurs.

Depuis un siècle, l'interdépendance économique est devenue bien plus forte encore. La mondialisation a multiplié les liens et les élargit à l'échelle de la planète. Les États-Unis d'Europe devront être intégrés dans une fédération mondiale des peuples, réglant collectivement les grands problèmes planétaires qui concernent l'avenir même de l'humanité – réchauffement climatique, pollution des mers, menaces contre nombre d'espèces vivantes et par là contre la vie elle-même.

Ces grands problèmes ne peuvent pas être résolus sur la base de la propriété privée des moyens de production, de la concurrence et du morcellement de monde en États nationaux.

L'Europe ne pourra être unifiée, en assurant une vie démocratique à tous ses peuples, en particulier aux minorités aujourd'hui opprimées, que par le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

Comment le capitalisme pourrait-il ouvrir une perspective aussi grandiose qu'une Europe sans frontières et intégrée à la communauté humaine dans son ensemble? Il n'est même pas capable d'assurer la satisfaction des besoins les plus élémentaires de tous, alors pourtant que les forces productives de l'ensemble de l'humanité ont atteint un niveau où ces besoins pourraient et devraient être satisfaits.

Tant que se perpétue l'organisation actuelle de la société, tout en militant pour son renversement, les communistes révolutionnaires continuent à défendre le droit démocratique élémentaire pour chacun de circuler et de s'installer librement, quelle que soit son origine, européenne ou non. Ils affirment que les travailleurs appartiennent à la même classe, avec les mêmes intérêts et un même combat à mener pour leur émancipation. Ils opposeront l'internationalisme à toutes les formes de démagogie nationaliste. Ils considèrent que le renforcement des frontières et la chasse aux migrants sont des expressions de l'évolution réactionnaire de la société et sont mortellement préjudiciables aux intérêts des travailleurs.

Les partis politiques de la bourgeoisie en compétition dans les élections européennes se partagent entre ceux qui présentent l'UE comme une chance et ceux qui la dénoncent comme la source de tous les maux. Ils mentent autant les uns que les autres.

Nous n'avons pas du tout l'intention de prendre parti pour l'un ou l'autre de ces deux camps. Porter le débat sur le choix entre plus ou moins d'Union européenne est un faux débat pour entraîner les travailleurs, une fois de plus, à oublier leurs intérêts de classe.

CONTRE LE GRAND CAPITAL, LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Lutte ouvrière se présente dans ces élections pour faire entendre les intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière. Cela commence par les exigences vitales face à la crise de l'économie capitaliste qui pousse des masses croissantes vers le dénuement et vers la misère. Nous nous présentons

pour montrer que même ces exigences les plus élémentaires ne peuvent être satisfaites sans remettre en cause le capitalisme et le règne de la grande bourgeoisie sur la société.

Nous nous présentons pour défendre le droit élémentaire des classes populaires à une vie digne de ce 21^e siècle, sur le plan matériel comme sur celui, immatériel, de la dignité humaine.

Même pour imposer ce droit, il faut exproprier la classe capitaliste, lui enlever la propriété des grandes usines, des banques, des chaînes de distribution, des grands moyens de production et les mettre à la disposition de la collectivité.

La classe ouvrière ne pourra accéder à la conscience claire de cette nécessité qu'au travers de luttes pour sa survie. Mais, pour que ces luttes ne soient pas détournées vers des voies de garage ou, pire encore, n'alimentent pas des forces politiques violemment hostiles à la classe ouvrière, il faut aux travailleurs un programme de lutte, des objectifs et une organisation. Il faut un parti ouvrier révolutionnaire.

Pendant la courte période où le mouvement des gilets jaunes se développait et portait le désespoir et la révolte des catégories parmi les plus écrasées du monde du travail – ouvriers de petites entreprises, retraités, chômeurs – il a soulevé une multitude de problèmes. Ces questions, largement popularisées, doivent nous guider dans la formulation concrète de nos interventions.

Les gros contingents de la classe ouvrière, ceux des grandes entreprises, ne se sont pas mis en mouvement. Mais ils se sont retrouvés dans les problèmes soulevés, car c'étaient aussi les leurs. D'où la sympathie dont le mouvement a bénéficié parmi les travailleurs.

D'où aussi le nombre de tra-

vailleurs, y compris de grosses entreprises, qui étaient attirés vers les ronds-points et dans les manifestations.

D'où les discussions que tout cela a entraînées, rompant avec le climat de résignation, ne serait-ce que du fait que certains ont osé! Cela a été l'apport principal du mouvement des gilets jaunes.

Qu'en restera-t-il au fil du temps, de la stabilisation et du recul du mouvement?

Les problèmes posés demeurent et les mouvements de contestation à venir – il y en aura inévitablement devant les attaques de la bourgeoisie – tourneront autour des mêmes questions, dès lors qu'ils entraîneront telle ou telle catégorie du monde du travail.

Problèmes liés au chômage et au pouvoir d'achat des salariés comme des retraités. Questions liées aux injustices sociales, à l'inégalité croissante entre le monde des exploités et celui des exploités. Questions autour de la politique du gouvernement et de l'absence de transparence de ses décisions.

Les questions posées sont déjà récupérées, et le seront de plus en plus, par des courants politiques représentant diverses options pour la bourgeoisie, allant de la gauche réformiste à la Mélenchon à l'extrême droite dans toutes ses variantes, y compris les plus ouvertement fascistes. En apportant leurs propres réponses, tous ces courants interpréteront, affadiront et transformeront les questions.

Le mouvement a fait émerger un certain nombre de « militants gilets jaunes », dont certains n'avaient aucun engagement politique antérieur, et d'autres qui, même s'ils en avaient un, s'en étaient éloignés. Ce noyau militant a un rôle manifeste dans l'organisation du mouvement, dans sa durée. Beaucoup ont été dégoû-

tés des partis institutionnels. Ils ont été cependant amenés à des préoccupations politiques dans un contexte dominé par des idées, au mieux, réformistes, mais, plus encore, réactionnaires. Le mouvement en lui-même pousse à la politisation. Mais il n'y a pas de génération spontanée dans les idées et dans les programmes. Contester l'ordre établi ne dit pas ce qu'il faut mettre à la place et qui le fera. Ces militants se trouvent dans une impasse. S'ils parviennent à constituer une force politique, ne serait-ce qu'en présentant une liste gilets jaunes aux élections européennes – ce qui n'est pas acquis –, cela peut donner,



dans des genres différents, le Mouvement 5 étoiles d'Italie ou Podemos d'Espagne.

Pour les communistes révolutionnaires, la campagne des élections européennes peut et doit être une occasion de donner aux questions posées par le mouvement des réponses correspondant aux intérêts de la majorité exploitée ou opprimée de la population. Des réponses que le mouvement ne pouvait pas apporter en raison de sa composition sociale et des politiques proposées par les forces qui essayaient d'y jouer un rôle, dans la plupart des cas sous le masque de l'apolitisme.

Le pouvoir d'achat semblait être le dénominateur commun

de la contestation. Mais cette revendication fut dès le début piégée par le fait que sa satisfaction opposait les petits patrons engagés dans le mouvement et les salariés, à commencer par les leurs.

Instinctivement, les gilets jaunes ont cherché à résoudre cette contradiction en l'ignorant, c'est-à-dire en évitant ce qui fâche. Mais l'apolitisme, largement partagé par nombre de gilets jaunes de bonne foi, ne pouvait être une garantie de développement pour le mouvement. Il en était au contraire un des principaux freins. Il a permis notamment à l'extrême droite d'avancer masquée et de cacher ses perspectives antiouvrières.

Les classes exploitées ne peuvent pas prendre conscience de leurs intérêts politiques en s'interdisant de les poser, de crainte que cela divise le mouvement.

Toutes les classes populaires subissent le poids écrasant du grand capital sur la société. Mais il est impossible de prendre conscience de cette réalité-là, d'en tirer toutes les conclusions sur les rapports entre classes, de comprendre en quoi les intérêts des classes populaires diffèrent et s'opposent, en quoi ils coïncident et comment ils peuvent déboucher sur des perspectives communes, en s'interdisant de parler des classes sociales ou de l'exploitation, toutes choses jugées comme « politiques ».

La contestation embrassant des couches populaires diverses ne peut déboucher sur une perspective commune, unifiant toutes les catégories populaires victimes de la dictature du grand capital, que si la classe ouvrière se mobilise en tant que telle.

La classe ouvrière est au cœur du système capitaliste. Elle est la seule que la propriété privée ne lie à aucun aspect de ce système et qui peut pous-

ser la contestation du système jusqu'à le mettre à bas.

Elle ne pourra le faire qu'en agissant là où elle est forte, là où sont concentrés les principaux contingents des travailleurs : dans les grandes entreprises, celles de la production mais aussi de la finance, du transport, de la grande distribution. Mais ce faisant, elle devra être la meilleure combattante, la porte-parole de toutes les catégories sociales victimes de l'ordre capitaliste. Elle ne pourra le faire que sous son propre drapeau, avec ses propres exigences et ses propres moyens.

BLOQUER L'ÉCONOMIE, OU LA FAIRE FONCTIONNER DANS L'INTÉRÊT COLLECTIF ?

Ce qui a le plus enthousiasmé les médias bourgeois dans le mouvement des gilets jaunes à ses débuts, c'est le « caractère original » des blocages de ronds-points qui ont perturbé la vie économique et ont rendu le mouvement plus visible. Mais cela en a aussi gelé les limites, étroites.

La perspective politique de la classe ouvrière n'est pas de bloquer la vie économique. Elle est de la réorganiser, de la faire fonctionner autrement. Elle est d'enlever à la grande bourgeoisie la propriété des grands moyens de production et le commandement de toute la vie économique.

De cette différence de perspective découlent les différences pour ce qui est des réponses à toutes les questions soulevées à l'intérieur du mouvement des gilets jaunes.

La question du pouvoir d'achat pour commencer. Elle a été commune à diverses catégories populaires. Les travailleurs de petites entreprises, les retraités, les chômeurs – la couche la plus dispersée, la plus écrasée de la classe ouvrière –

en constituaient la majorité.

Pour la classe ouvrière, derrière la question du pouvoir d'achat, il y a pour, paraphraser Trotsky (le *Programme de transition*), les « deux maux économiques fondamentaux dans lesquels se résume l'absurdité du système capitaliste, à savoir le chômage et la cherté de la vie ».

La transformation d'un nombre croissant de travailleurs en chômeurs réduits à la charité publique est une catastrophe pour l'ensemble de la société. Aujourd'hui comme au temps de Trotsky, le seul objectif qui vaille face à cette catastrophe est la répartition du travail existant entre tous les travailleurs, sans diminution de salaire. La durée de la semaine de travail doit être déterminée en fonction de cette répartition.

Pour défendre le pouvoir d'achat des salariés et des retraités contre le renchérissement de la vie dû aux hausses des prix aggravées par les prélèvements étatiques, le seul objectif qui vaille est l'augmentation des salaires et des retraites et leur indexation automatique sur les prix.

En exprimant la volonté légitime de mieux contrôler ce que l'État fait de l'argent de nos impôts, le mouvement des gilets jaunes a également soulevé, quoique de façon limitée, extrêmement confuse et ambiguë, la question du monopole des décisions par les prétendues élites. Pour l'essentiel, la réponse sur laquelle s'est retrouvée la quasi-totalité du mouvement a été : « Macron démission ! » S'y est ajouté par la suite le référendum d'initiative citoyenne.

Les élites du pouvoir étatique, si bien incarnées en la personne de Macron et son mépris de classe, ne sont cependant pas suspendues en l'air. Même les hommes d'État qui ne sont pas issus de la grande bourgeoisie ont été formés, dressés, pour servir ceux qui



monopolisent les capitaux, le véritable pouvoir dans la société. S'en prendre à la classe capitaliste n'était pas dans les objectifs du mouvement des gilets jaunes, si ce n'est sous la forme innocente de dénoncer l'injustice de certaines mesures symboliques comme la suppression de l'ISF.

La transparence sur le comment et le pourquoi des décisions est une préoccupation légitime que seuls les travailleurs peuvent pousser jusqu'au bout, en la traduisant en fonction de leurs intérêts de classe. Le remplacement du chef de l'État en place par un autre, ou un référendum, fût-il « citoyen » ou « populaire », offrent une fausse solution à un vrai problème. La question de fond, confusément posée par les gilets jaunes, est : qui contrôle et dans l'intérêt de qui ?

La réponse ne peut pas se limiter à la transparence du fonctionnement de l'État. Elle doit viser, autant et plus, les entreprises capitalistes sur lesquelles repose le fonctionnement de l'économie et de la société.

La transparence dans la gestion des entreprises ne peut être réalisée que par la suppression du secret industriel et commercial et par le contrôle ouvrier sur les entreprises.

La classe ouvrière dans son ensemble et dans toute sa diversité est la seule à pouvoir réaliser le contrôle de la vie économique.

Même la classe capitaliste ne contrôle, n'encadre, ne maîtrise l'économie que par l'intermédiaire de salariés. Dans les entreprises, pour en assurer le fonctionnement, dans les banques et les compagnies d'assurances, et jusque dans les officines spéculatives, la grande bourgeoisie passe par l'intermédiaire de toute une hiérarchie de salariés, jusqu'aux employés les plus mal payés.

Ensemble et organisés, c'est-à-dire liés entre eux, guidés par la conscience de classe et un programme, ces employés n'auraient aucun mal à exercer le contrôle ; cette fois, non pas dans l'intérêt d'une classe de parasites, mais dans leur propre intérêt et dans l'intérêt des classes laborieuses. Ensemble, ils ont les moyens de mettre le doigt non seulement sur toutes les magouilles particulières, sur tous les détournements individuels dont l'actualité est pleine, mais aussi de mettre au jour l'appropriation de l'ensemble de l'économie par le seul grand capital et le détournement des forces de production collectives au profit d'une minorité de parasites.

En agissant en tant que classe, en dépassant les intérêts locaux ou corporatifs, les travailleurs en lutte franchiront, à travers le contrôle, les premiers pas vers la réorganisation complète de l'économie, pour arracher les moyens de production à leurs propriétaires parasites, pour donner du travail à tous et le répartir équitablement. Le vieux mot d'ordre des classes laborieuses, « faire payer les riches », prendrait enfin sa signification.

UNITÉ DE LA LUTTE SOUS LA DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Dans sa phase montante, le mouvement des gilets jaunes, recrutant en majorité dans les couches les plus écrasées du monde du travail, a entraîné en même temps d'autres catégories populaires : des professions libérales, des paysans ou des artisans parfois, des éléments de la vaste catégorie des « entrepreneurs » qui n'exploitent personne, voire jusqu'à des petits patrons.

L'unité du mouvement invoquée de bonne foi par nombre de gilets jaunes n'est pas du tout contradictoire avec l'affirmation par les travailleurs de leurs revendications et de leurs perspectives de classe. Au contraire.

Si les travailleurs ne défendent pas leurs intérêts de classe, s'ils n'affirment pas leur propre politique, la contestation ne peut aboutir dans le meilleur des cas qu'à répondre partiellement aux revendications des catégories petites-bourgeoises.

Au contraire, en affirmant une politique de classe, la perspective des travailleurs doit être, tout en défendant leur propre peau, d'offrir également une politique aux autres catégories populaires.

Au-delà des travailleurs salariés, les petits paysans, les

artisans, voire certains petits patrons, qui fournissent les grandes enseignes de la distribution, trouveraient leur intérêt à s'associer dans le contrôle des entreprises capitalistes. Le contrôle des chaînes commerciales démontrerait que, si les prix à la consommation sont en hausse alors que les revenus de ces fournisseurs sont en baisse, c'est qu'entre les deux s'intercale le profit capitaliste, celui des chaînes de distribution mais aussi celui des banques.

Ne pas laisser le contrôle des banques au grand capital est la seule façon de mettre fin à l'utilisation du crédit au profit de la grande bourgeoisie parasite. C'est la seule voie pour offrir aux petits paysans, aux artisans et à une multitude d'autres catégories petites-bourgeoises des conditions de crédit plus favorables, c'est-à-dire des prêts indispensables pour exercer leur métier d'agriculteur, d'artisan, d'entrepreneur indépendant, etc., sans générer de profit pour la finance capitaliste.

La population laborieuse mobilisée pour ce contrôle serait tout naturellement amenée à

la nécessité d'exproprier les banques et les établissements financiers privés, de les regrouper dans une banque étatisée unique, placée sous le contrôle des travailleurs.

Tout cela semble aujourd'hui lointain et donc abstrait. Mais si le mouvement des gilets jaunes montre quelque chose, certes à une petite échelle et dans d'étroites limites, c'est avec quelle rapidité les choses peuvent changer dès lors que se mettent en mouvement les classes populaires aujourd'hui résignées.

En un certain sens, les gilets jaunes ont soulevé aussi la question du parti. Leur mouvement l'a fait surtout par la négative. L'hostilité envers les partis institutionnalisés a été la marque de fabrique du mouvement en ses débuts (là, il ne s'agit pas de l'activisme des militants du Rassemblement national (ex-FN) et assimilés ou des mélenchonistes, dissimulés derrière l'apolitisme). Mais le mouvement lui-même se pose la question de se structurer en vue, notamment, des élections européennes.

La discussion autour de cette aspiration, confuse, contradictoire, nous facilite les choses pour affirmer que, oui, il ne suffit pas de rejeter les partis de la bourgeoisie, il faut un parti pour les exploités, pour les pauvres. Il faut expliquer aussi qu'il faut que le parti des exploités sache quelle classe sociale est l'ennemie des exploités, quels sont les amis ou les alliés possibles. Le parti communiste révolutionnaire ne peut se constituer qu'autour d'un objectif partagé, autour d'un programme.

Avec la crise, dans cette situation où la bourgeoisie est à l'offensive pour reprendre des droits aux travailleurs, toute revendication sérieuse venant des salariés fera l'objet d'une lutte âpre et difficile. Et, lorsque les travailleurs se battront vraiment pour leurs intérêts de classe, ils feront leur expérience et réaliseront que, tant que la bourgeoisie tient les rênes des grands groupes industriels et financiers, elle les baladera, et que le seul moyen d'avancer réellement, c'est de contrôler ce qui se passe dans



Manifestation de cheminots, le 12 juin 2018, devant la Grande Arche de la Défense. Ce quartier, à côté de Paris, concentre près de 200 000 travailleurs.

les entreprises. C'est de savoir quelles sont réellement les marges bénéficiaires et où passent les profits, combien sont investis, combien sont versés aux actionnaires...

Et la question du pouvoir et de l'expropriation de la bourgeoisie se posera, comme elle s'est déjà posée lors des grandes luttes sociales. C'est alors que « *la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que, si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir* », pour reprendre une expression du Parti au temps où il était communiste.

La lutte pour les revendications quotidiennes immédiates et la lutte pour l'émancipation totale des travailleurs ne doivent faire qu'un seul et même combat. Eh bien, il faut que, dès aujourd'hui, les travailleurs les plus combatifs s'en convainquent : militer pour les intérêts des travailleurs, c'est militer pour la révolution sociale !

POUR UN PARTI OUVRIER COMMUNISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Avec le recul et une forme de stabilisation du mouvement des gilets jaunes, celui-ci devient de plus en plus le champ clos entre courants et militants politiques – voire un champ d'entraînement paramilitaire – déjà drapeaux déployés ou encore masqués derrière l'apolitisme affiché.

D'autres mouvements de

contestation surgiront cependant inévitablement.

Il faut se saisir de toutes les opportunités pour propager les idées et le programme du courant ouvrier révolutionnaire.

Il faut tout faire pour armer politiquement les travailleurs. Il faut les armer non seulement pour la défense de leurs intérêts matériels, mais aussi face à la menace que représente l'activisme des groupes d'extrême droite dans le mouvement de contestation. Celui-ci est un avertissement.

Si le capitalisme en crise et les mobilisations qu'il suscite ouvrent objectivement la possibilité pour la classe ouvrière d'accéder à une prise de conscience supérieure, il peut aussi permettre le renforcement des courants partisans de solutions autoritaires pour préserver l'ordre capitaliste.

L'émergence d'un parti ouvrier révolutionnaire serait l'expression la plus concrète de la prise de conscience de la classe ouvrière, en même temps que l'instrument indispensable de son développement.

Les soubresauts sociaux dont le mouvement des gilets jaunes a donné un avant-goût peuvent placer les travailleurs face à bien d'autres nécessités, y compris celle de se défendre face aux groupes fascistes.

Cela n'a rien à voir avec la petite guerre entre groupes gauchistes et groupes d'extrême droite qui se déroule devant l'indifférence, voire l'hostilité

des travailleurs. Ces escarmouches sont peut-être les signes avant-coureurs d'une nécessité qui s'imposera aux travailleurs. Mais cette petite guerre ne relève pas de la lutte de classe.

C'est celle-ci, si elle se développe et prend de l'ampleur, qui peut rendre indispensable pour les travailleurs de se donner les moyens de se défendre et de défendre leurs organisations. Comme c'est la lutte de classe menée par le prolétariat conscient qui peut donner une perspective contre toutes les saletés qui surgissent de la pourriture de l'organisation capitaliste de la société, tel le racisme sous toutes ses formes.

C'est une reprise de confiance de la classe ouvrière en elle-même qui, seule, peut garantir même les libertés démocratiques élémentaires, et pas les discours hypocrites des dirigeants politiques de la bourgeoisie.

Toutes les campagnes électorales doivent nous servir pour défendre, propager les idées communistes révolutionnaires, mais aussi pour permettre à tous ceux qui se retrouvent dans ces idées de se reconnaître entre eux et de nous reconnaître comme défenseurs de ces idées.

C'est dans ce sens que notre campagne électorale s'intègre dans l'objectif de recréer un parti ouvrier communiste révolutionnaire.

1^{er} mars 2019



LDC

Algérie: la candidature de Bouteflika déclenche la colère populaire

En annonçant le 10 février la candidature du président Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat, alors qu'il est malade, invalide et muet, le pouvoir algérien a déclenché dans tout le pays une contestation populaire qui l'a pris de court. Cette candidature, confirmée malgré les manifestations qu'elle a provoquées, est vécue comme une humiliation, la marque de mépris de trop du régime à l'égard de la population.

Les images de l'immense salle la Coupole, où était mise en scène l'annonce de la candidature, ont suscité écœurement et révolte. On y voyait des milliers de partisans du FLN, le parti au pouvoir, s'incliner devant un immense cadre où figurait le portrait de Bouteflika que la population appelle désormais «le cadre» ou même «la momie». Répondant aux appels à manifester lancés sur les réseaux sociaux, des manifestations d'ampleur ont eu lieu vendredi 22 février, suivies les jours suivants par des manifestations massives de la jeunesse étudiante, par celle des avocats ou des journalistes exigeant que les médias sortent de leur silence et couvrent les manifestations populaires. Vendredi 1^{er} mars, des manifestations plus importantes encore ont eu lieu d'un bout à l'autre du pays, avec partout les mêmes mots d'ordre « Non au cinquième mandat! », « Bouteflika dégage! » ou « 20 ans ça suffit », « Système dégage ». Partout, la même colère s'exprimait face à ce simulacre de démocratie.

UNE RÉVOLTE INATTENDUE

Les manifestants ont engagé



FACEBOOK

un bras de fer contre le cinquième mandat. Ce n'est pas la personne de Bouteflika en tant que telle qui est visée. Beaucoup voudraient qu'on le laisse en paix, tandis que d'autres le considèrent comme déjà mort. L'annonce de sa candidature a cependant été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres d'une colère accumulée depuis des années. Cette contestation reflète un profond mécontentement face à des inégalités sociales grandissantes, et aussi un sentiment d'injustice face à la corruption généralisée qui profite à tous les privilégiés du régime. En criant, « FLN dégage! » « Système dégage! », les manifestants ont exprimé leur rejet de ces clans au pouvoir qui s'approprient les richesses du pays.

Pour tenter de juguler la contestation, le gouvernement a brandi la menace du chaos qui sévit en Syrie et en Libye, chaos qu'il présente comme étant la conséquence des printemps arabes. Mais le climat d'inquiétude créé par cette propagande est resté sans effet. Les manifestants ont répondu en criant « pacifique », certains offrant des roses aux policiers et les invitant à fraterniser. En fin de journée, après leur passage, les manifestants ont même nettoyé les rues.

LE CHOIX DU CINQUIÈME MANDAT

Les différentes factions du régime pensaient faire avec la reconduite de Bouteflika, au pouvoir depuis vingt ans, le choix de la continuité et de la stabilité. Aucun autre candidat faisant consensus auprès des différents clans du régime n'ayant émergé, ses partisans mettent en avant sa légitimité historique en tant qu'ancien combattant de la guerre d'indépendance. Ils glorifient son rôle de sauveur qui a ramené la paix et la stabilité, après les dix ans de guerre civile où la population était prise en tenaille entre



l'armée et les islamistes, qui firent au moins 100 000 morts.

En 2011, lors de la vague de contestation dans les pays arabes, Bouteflika jouissait d'une image paternaliste, loin de celle des dictateurs Benali en Tunisie ou Moubarak en Égypte. La contestation sociale gagna néanmoins le pays à travers des grèves ouvrières, des émeutes pour le logement ou l'accès à l'eau et au gaz. La relative aisance financière, consécutive au cours élevé des prix du pétrole, permit au régime de faire face. Les travailleurs réussirent à arracher des augmentations des salaires et des retraites. Des dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes offrirent des débouchés aux chômeurs. Un plan de construction de logements permit de réduire les bidonvilles.

Finalement, le régime, apparaissant comme capable d'assurer la stabilité, put continuer à bénéficier du soutien de la bourgeoisie locale et internationale dont les affaires prospéraient en Algérie. Mais les ressorts qui assuraient cette stabilité ont aujourd'hui disparu. Les prix du pétrole se sont effondrés depuis 2014. Enfin, le chantage à la guerre civile, constamment utilisé par le pouvoir, n'a plus d'effet.

UNE JEUNESSE QUI N'A PLUS PEUR

Dans ce pays de 42 millions d'habitants où 55 % de la population est âgée de moins de 30 ans, les discours de résignation au nom du maintien de la paix et de la stabilité n'ont plus d'effet sur la jeunesse. Celle-ci n'a pas vécu la violence de la décennie noire et n'a connu que le régime actuel et sa violence sociale. Bien qu'une grande partie d'entre elle soit de plus en plus diplômée, un tiers est au chômage. Celle qui travaille se heurte à la précarité et aux bas salaires.

Faute d'issue, certains viennent à traverser la Méditerranée, au péril de leur vie, dans l'espoir d'une vie meilleure. On les appelle les « harragas ». Ce phénomène qui avait connu une accalmie entre 2013 et 2017 repart de plus belle. Régulièrement des corps sont repêchés au large des côtes, des dizaines d'autres sont portés disparus. Dernièrement à Alger, lors des rassemblements spontanés, les familles et amis de dix jeunes qui ont péri en mer ont exprimé leur colère et dénoncé les conditions qui les ont poussés à emprunter des embarcations de fortune. Les mêmes scènes se répètent de l'est à l'ouest du pays.

Face à ce problème, la seule réponse du gouvernement a été la répression. Si le pouvoir algérien fait la chasse aux migrants subsahariens et les refoule dans leur pays d'origine, il est également intraitable avec les « harragas ». Beaucoup de ceux qui ont été interceptés ont été traduits devant les tribunaux. Ils risquent deux à six mois de prison et des amendes dont le montant représente un à six mois de salaire. Le premier ministre Ouyahia n'a pas hésité à les insulter et à les traiter de « traîtres à la nation », ce qui n'a fait qu'accroître le sentiment d'injustice. Ces jeunes fuient la pauvreté, mais aussi une société sans liberté où règnent toutes formes d'interdits. Depuis le 22 février, la jeunesse tente de faire sauter ce carcan.

LES SCANDALES ET LA CORRUPTION ALIMENTENT LA COLÈRE

Les classes populaires acceptent mal leurs conditions d'existence au regard des ressources pétrolières et gazières dont dispose le pays. Elles connaissent le chiffre de 1 000 milliards de dollars générés par les hydrocarbures durant la période faste. Les nombreux scandales de corruption qui ont éclaté ces dernières années révèlent l'enrichissement rapide de certains cadres du régime grâce à leur position au sein de l'appareil d'État, du FLN ou de l'armée. La population reproche à ces dignitaires d'avoir volé l'argent du pétrole. Des révélations publiques surgissent à la faveur de conflits entre clans rivaux, mais débouchent rarement sur des sanctions pour les plus corrompus, qui au mieux sont limogés.

Le dernier scandale en date, dit de la cocaïne, a semble-t-il opposé des généraux au chef de la police et il a eu plus de conséquences. 700 kg de cette substance ont été saisis sur un



Une foule de jeunes manifestants dans la nuit du 3 au 4 mars à Alger, après la confirmation de la candidature de Bouteflika.

bateau de Kamel dit le Boucher, un homme d'affaires lié aux islamistes ayant fait fortune dans l'importation de viande et dans l'immobilier. Il aurait bénéficié de passe-droits impliquant des conservateurs fonciers, des responsables de directions de l'urbanisme, des notaires, et même une trentaine de magistrats dont trois procureurs généraux, et de la complicité du directeur général de la sûreté nationale Abdelghani Hamel, qui depuis a été limogé. Plusieurs généraux ont été arrêtés, puis relâchés.

L'ancien ministre de l'Énergie et ex-président de la Sonatrach –la société nationale des hydrocarbures–, Chakib Khelil, impliqué dans plusieurs affaires, échappe toujours à la justice. Il en est de même d'Amar Ghoul, ex-ministre des Transports, accusé d'avoir empoché un quart des pots-de-
devin autour d'un gigantesque chantier d'autoroute. L'impunité dont bénéficient tous ces

hommes a de quoi nourrir un sentiment de révolte contre ce « système ».

LES CLASSES POPULAIRES PAYENT LA NOTE DE LA CRISE PÉTROLIÈRE

L'Algérie est parmi les dix pays les plus dépendants de la vente des hydrocarbures. Ils représentent 30% du PIB, 70% des recettes fiscales de l'État et 98% des exportations du pays. L'État n'est pas endetté et dispose d'une réserve de change estimée à 70 milliards de dollars, mais les déficits se creusent. Répondant aux exigences du patronat algérien et du FMI, et prétextant la chute des cours du pétrole, le gouvernement mène donc maintenant une politique d'austérité qui pèse sur l'ensemble des classes populaires et explique leur colère.

Ainsi, pour réduire le déficit commercial, le gouvernement avait, en 2018, interdit l'impor-

tation de près de 9000 produits. Le déficit n'a pas été réduit. Par contre, les prix des produits importés de large consommation comme les céréales, les viandes, les légumes secs, le lait et les produits laitiers, ont connu des augmentations très sensibles. Face à la colère suscitée par ces hausses de prix, Ouyahia avait eu le cynisme de dire: «*Le peuple n'est pas obligé de manger des yaourts.*» Le gouvernement vient de lever ces interdictions. À la place, 1095 produits importés sont soumis à une taxe DAPS, (droit additionnel provisoire de sauvegarde), d'un taux allant de 30 à 200%. Des produits électroménagers ont augmenté de 20 à 50%, certains cosmétiques de plus de 100%, les meubles de plus de 50%. Pour les classes populaires, de multiples produits sont désormais inaccessibles. Acheter « algérien » n'est guère plus économique puisque les prix des produits locaux ont eux-mêmes flambé. Sans parler de

la pénurie qui sévit sur nombre d'articles et qui se révèle dramatique quand il s'agit de médicaments, dont plusieurs ne sont actuellement plus disponibles, ni dans les pharmacies ni dans les hôpitaux.

Au final, depuis 2013, les prix auraient doublé, alors que les salaires, eux, sont gelés. Le SNMG, salaire minimum de 18 000 dinars, soit 130 euros, maintient les travailleurs dans la misère, et encore nombre d'employés de commerce, de femmes de ménage sont payés souvent beaucoup moins. Les 4,30 euros par jour du SNMG permettent tout juste d'acheter 500 grammes de viande. L'inflation touche les produits alimentaires, entre 12 et 15% pour les fruits et légumes, 17% pour les œufs et le poulet. Les produits comme la tomate à plus de 1 euro ou la pomme de terre à 0,60 euro le kg sont devenus un luxe pour bien des familles populaires.

L'agriculture industrielle s'est imposée dans de nombreuses cultures. Quelques dizaines de producteurs et grossistes qui disposent de chambres froides imposent leur monopole sur le marché et dictent leurs prix. Pour favoriser l'entrée des devises, le gouvernement a préféré orienter l'agriculture vers l'exportation, créant une pénurie qui aggrave encore la hausse des prix.

LES CLASSES POPULAIRES DÉNONCENT LA «MAL-VIE»

Les Algériens dénoncent aujourd'hui ce qu'ils appellent la «mal-vie», nourrie par une dégradation des services publics qu'ils constatent quotidiennement. Au nom de la réduction du déficit budgétaire, le gouvernement a réduit le nombre de travailleurs dans les services publics, alors même que la population a augmenté de quatre millions en cinq ans. Les écoles

sont surchargées, les hôpitaux sont à l'abandon. Les services de ramassage des ordures sont dépassés. Partout, les recrutements ont été gelés, les départs à la retraite ne sont pas remplacés. Plus de 300 000 postes auraient ainsi été supprimés depuis 2016.

Les classes populaires ont de plus en plus de mal à se soigner. Les malades doivent aller dans le privé et payer, s'ils le peuvent, pour des examens. Ce n'est pas un souci pour les gens aisés, les hauts fonctionnaires, les ministres qui ont accès aux soins dans les hôpitaux européens, à l'image de Bouteflika qui se fait soigner en Suisse et en France, à Grenoble. La pénurie de médecins est aggravée par leur départ massif pour l'Europe ou le Canada. Ils fuient des conditions de travail pénibles, des salaires sans rapport avec ce qu'ils peuvent gagner à deux heures d'avion de distance.

Malgré le sentiment religieux très répandu, la population est indignée par les trois milliards de dollars dépensés par Bouteflika pour la construction de la Grande Mosquée d'Alger. Elle pourra accueillir 120 000 fidèles, il y aura des faïences, des marbres, des stucs, un tapis persan d'un hectare de surface tissé à la main! C'est pour elle un gâchis, à comparer au manque cruel de moyens existant dans les hôpitaux. Elle a été choquée par l'épidémie de choléra qui a sévi durant l'été 2018, une maladie de la pauvreté qui avait disparu en 1996.

LES TRAVAILLEURS TENTENT DE RÉSISTER AUX ATTAQUES

Après s'être attaqué aux retraites des travailleurs, le gouvernement tente de remettre en cause le droit de grève dans le secteur public, où les syndicats existent et où il est plus facile

de se défendre. C'est dans un secteur réputé combatif, celui de l'éducation où la condition des enseignants s'est considérablement dégradée, que le gouvernement a engagé un bras de fer lors de la grève du printemps 2018. Un enseignant débutant touche entre 200 à 260 euros, et beaucoup doivent trouver un deuxième emploi pour s'en sortir. La colère des enseignants contractuels qui n'avaient pas perçu leur salaire depuis des mois a débouché sur cette grève qui s'étendit à tout le pays et fut déclarée illégale. Les grévistes furent accusés de vouloir déstabiliser l'Algérie pour le compte des islamistes! 19 000 enseignants grévistes reçurent des mises en demeure et furent menacés de radiation. Après un mois de grève, et face à son élargissement, le gouvernement fut contraint de reculer et de réintégrer les enseignants radiés.

Dans toutes les entreprises publiques, les directions sont à l'offensive et tentent de criminaliser les travailleurs combattifs. Douze dirigeants de la grève des techniciens d'Air Algérie ont été licenciés en février et se battent toujours pour leur réintégration. À Tiaret, ville située au sud-ouest d'Alger, les employés de l'hôpital et de la clinique de dialyse ont observé, début janvier, un mouvement de grève pour dénoncer le manque de matériel et de personnel. Vingt et un travailleurs ont été convoqués par la police pour «grève illégale, incitation à attroupement et sabotage». Une autre plainte pour «non-assistance à malades en danger» a été déposée par le wali (préfet) à l'encontre des travailleurs grévistes. Mais grâce au soutien des malades et de leur famille, les plaintes ont été retirées.

Avec la généralisation de la précarité, la colère éclate régulièrement pour la «permanisation» de l'emploi. Dans nombre d'entreprises publiques et pri-

vées, des travailleurs ont été recrutés sur des postes précaires dans le cadre du « pré-emploi », un dispositif de contrats aidés. Au complexe sidérurgique Sider El Hadjar d'Annaba, qui emploie plus de 4000 travailleurs, plus de 1500 jeunes embauchés en contrats aidés ont mené, en décembre dernier, une grève de quinze jours qui a obligé la direction à transformer leur contrat aidé en CDD d'un an, avec la promesse d'une permanisation.

Dans les entreprises privées, les patrons ne s'embarrassent pas du respect du Code du travail et des règles de sécurité. La précarité y est quasiment la règle, nombre de travailleurs ne sont pas déclarés. Des grèves éclatent pour obtenir des augmentations, et assez souvent parce que les patrons refusent de payer les salaires en temps et en heure. Les travailleurs doivent lutter quotidiennement pour imposer leur dû face à des patrons qui se croient tout permis.

L'ÉTAT VACHE À LAIT DU PATRONAT ALGÉRIEN ET DES MULTINATIONALES

Si les travailleurs et les classes populaires payent durement la crise, la bourgeoisie, elle, a continué à prospérer. Ali Haddad, le chef de l'organisation patronale FCE, (Forum des chefs d'entreprise) a apporté son soutien au cinquième mandat de Bouteflika. La politique antiouvrière menée par Ouyahia a largement profité au patronat, qui apprécie de disposer d'une main-d'œuvre peu chère.

Le patronat figure parmi les premiers bénéficiaires de la manne pétrolière et gazière. Il bénéficie de subventions, de crédits à taux bonifiés, d'avantages fiscaux. En 2016, l'ensemble des exonérations d'impôts avoisinait les quatorze milliards de dollars. Au nom de la lutte contre le chômage, les patrons bénéficient d'une main-d'œuvre rendue presque gratuite par les différents dis-

positifs de contrats aidés. Mais ils en veulent plus, et ils réclament que le gouvernement en finisse avec le Code du travail qu'ils ne respectent même pas. À l'unisson avec les observations du FMI, ils convoitent l'argent que l'État dépense pour les subventions sur les produits de première nécessité qui, selon eux, ruinent l'économie du pays et rendraient les travailleurs fainéants. Ils voudraient que cessent les subventions à des produits de large consommation comme le pain, la farine, le lait, l'huile et le sucre, ou encore que l'État cesse la construction et la distribution de logements sociaux. Le gouvernement a annoncé qu'il comptait en finir avec ces subventions pour cibler les plus démunis. Mais c'est tous les travailleurs qui se sentent appauvris et démunis.

Les grands groupes internationaux ont eux aussi profité de la stabilité politique et des cadeaux du régime. Dans le secteur des hydrocarbures, Total, ENI, BP et Shell ont des vues sur



À Alger, le 8 mars. Au premier plan, sur une pancarte : « Ils ont les millions, nous sommes des millions ».

les gisements de gaz de schiste, parmi les plus importants du monde. La construction de logements a profité aux groupes chinois mais aussi au groupe Lafarge. Sanofi vient d'implanter dans la banlieue d'Alger sa plus grande usine d'Afrique. Avec un carburant relativement bon marché, l'Algérie est un des principaux marchés automobiles du continent, et tous les grands groupes comme Nissan, Renault, Hyundai, Kya, s'y sont implantés. L'ambition du gouvernement de créer des emplois industriels en incitant ces constructeurs à faire du montage sur place s'est révélée en fait un fiasco. Les véhicules arrivent partiellement assemblés et en définitive le nombre d'emplois créés a été ridicule.

Le règne de Bouteflika a coïncidé avec un enrichissement rapide de la bourgeoisie algérienne. Des affairistes et d'anciens officiers ont mis la main sur des entreprises publiques, et sur les meilleures terres que l'État a bradées. C'est grâce aux liens tissés avec les hommes au pouvoir qu'une grande partie des commerçants ont fait fortune dans l'import-export. Bouteflika aurait permis aux islamistes qui lui avaient fait allégeance d'établir des monopoles dans certains secteurs de l'importation. Tout ce beau monde avait intérêt au statu quo. Bouteflika ayant servi ses intérêts durant quinze longues années, pourquoi changer ?

C'était sans compter sur le sentiment des classes populaires qui se sont senties humiliées. La colère déclenchée par l'annonce du cinquième mandat couvait depuis longtemps. « Il faut dégager le système », disent les manifestants, et confusément ils sentent que pour améliorer leur sort il faudra un changement profond et radical. Pour l'instant le pouvoir a réagi avec prudence. Instruit par le passé, et la crise politique engendrée par la ré-

pression de la révolte de 1988, il hésite à faire le choix de la répression.

LES PARTIS D'OPPOSITION ET LA CONTESTATION

Tout comme le pouvoir, des partis d'opposition qui envisageaient de présenter des candidats ont été pris de court par la contestation. Après s'être démarqués des appels à manifester le 22 février, un certain nombre de leurs dirigeants ont participé à la manifestation du samedi 1^{er} mars, notamment ceux du FFS et du RCD qui appelaient au boycott des élections. C'était le cas aussi d'autres candidats possibles comme Louisa Hanoune du Parti des travailleurs, Ali Benflis du parti Avant-garde des libertés, ainsi que d'Abderrazak Makri du parti islamiste MSP (Mouvement de la société pour la paix). Puis face à l'ampleur de la contestation et des manifestations, ces partis ont annoncé les uns après les autres qu'ils ne présenteraient pas de candidat.

Tous ces opposants apparaissent comme liés au régime. Ali Benflis a été premier ministre FLN de Bouteflika. De même, les démocrates bourgeois du RCD ont fourni des ministres. Louisa Hanoune, qui disposait d'une certaine sympathie parmi les travailleurs, a apporté un soutien permanent à Bouteflika, en relayant la propagande du pouvoir sur la stabilité de la nation. Il faut ajouter que l'UGTA, organisation syndicale présente essentiellement dans le secteur public, joue en fait le rôle d'un syndicat officiel inféodé au pouvoir. Malgré des dissidences qui commencent à se faire jour, son secrétaire général Sidi Saïd a apporté son soutien à la candidature de Bouteflika. Enfin, les islamistes éclatés en de multiples formations ont également participé au pouvoir. Leurs positions ont permis à nombre de

leurs partisans d'avoir accès à des marchés et à des circuits d'importation.

Outre Bouteflika, six autres candidats auraient également déposé leur candidature. Parmi eux Ali Ghediri, général-major à la retraite et ancien chef des services algériens (DRS) semble être le seul candidat de poids. Il n'était pas présent à la manifestation du 1^{er} mars, mais un de ses soutiens, Issad Rebrab y était. Ce dernier, première fortune du pays, à la tête du groupe Cevital, a fait sa fortune dans l'agroalimentaire et étendu ses activités à l'électroménager, la construction, la verrerie. À la tête également du journal *Liberté*, il incarne une opposition libérale. Depuis plus d'un an, il mène une campagne affirmant que le pouvoir l'empêcherait de créer 100 000 emplois dans la région de Bejaïa. Il a cherché et obtenu le soutien de la population lors de manifestations massives dans cette ville.

Le mouvement d'indignation à l'annonce de la cinquième candidature de Bouteflika s'est prolongé. Il rassemble jusqu'à présent tous les mécontentements, avec la participation de toutes les couches sociales, des chômeurs au milliardaire, en passant par les étudiants et les avocats. Les couches aisées aimeraient vivre dans une société plus démocratique plus libre, être représentées par un président moderne et qui leur parle. Issad Rebrab le milliardaire réclame plus de liberté pour ses affaires, liberté qu'il refuse aux travailleurs des usines, puisqu'il a licencié tous ceux qui avaient fait grève et tenté de créer un syndicat.

Pour la classe ouvrière algérienne, le motif de départ de cette mobilisation est en même temps sa limite. Le profond mécontentement social qui s'y manifeste ne peut pas trouver de satisfaction dans l'élection présidentielle, même dans l'hypothèse, d'ailleurs aujourd'hui

exclue, où Bouteflika finirait par ne pas se représenter et même si finalement un candidat un peu plus présentable et populaire finissait par émerger. En réalité, le personnel politique ne manque pas, qui pourrait après Bouteflika donner au régime une autre façade, éventuellement en satisfaisant au passage certaines demandes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. En revanche,

et surtout dans une période où les difficultés économiques s'accroissent, ni le régime ni la bourgeoisie ne voudront satisfaire les aspirations populaires en matière d'emplois, de salaires, de conditions de vie.

Pour les travailleurs, pour les classes populaires algériennes, il sera indispensable de traduire leurs aspirations en objectifs qui leur soient propres et leurs manifestations actuelles

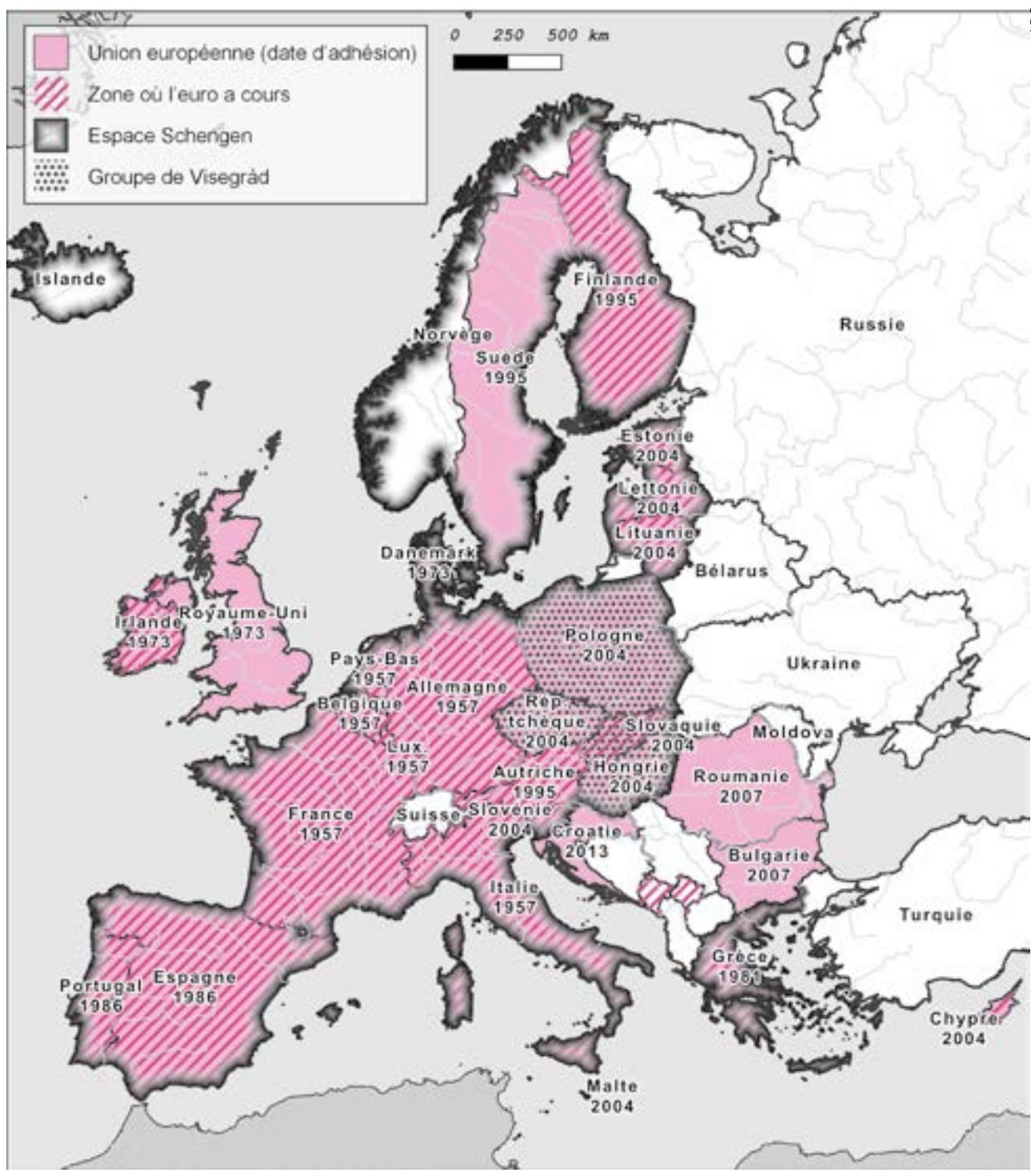
en une véritable mobilisation de classe. La classe ouvrière algérienne est nombreuse. Elle est jeune, éduquée et forte. Elle seule peut offrir une véritable perspective de changement aux couches populaires, en Algérie et au-delà, face à un capitalisme en crise qui ne peut que continuer à provoquer d'importantes secousses sociales.

6 mars 2019

OBSERV'ALGÉRIE



À Béjaïa, port industriel à l'Est d'Alger, le 8 mars.





Les États désunis d'Europe

Vantée auprès des opinions publiques depuis sa fondation comme la garante de la paix et de la prospérité économique du continent, l'Union européenne (UE), qui regroupe aujourd'hui, Royaume-Uni compris, 28 États et plus de 510 millions d'habitants, semble à l'agonie. À trois mois des élections pour renouveler son Parlement, et alors que l'issue du Brexit n'est toujours pas connue, de multiples forces centrifuges ébranlent en effet une Europe dont la construction ressemble de plus en plus à une entreprise de déconstruction.

UNE LONGUE LUTTE POUR L'HÉGÉMONIE

L'émergence des principaux États-nations en Europe a été la condition, en même temps que le produit, du développement du capitalisme. Mais cette arène s'est vite révélée trop étroite pour garantir des profits suffisants aux industriels et aux financiers. La période de l'impérialisme, qui s'engagea au cours du 19^e siècle, fut marquée par le partage colonial et, pour reprendre les termes de Marx, «*l'exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale*» du monde. Elle se traduisit aussi par une mise en coupe réglée du vieux continent par ses trois principales puissances, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne fédérale, pour le compte de leurs trusts et de leurs capitaux.

Durant toute une période historique, la lutte entre les bourgeoisies pour l'hégémonie et une certaine unification de l'Europe pour leur propre compte fit rage sur les marchés comme sur les champs de bataille. Au 20^e siècle, cet affrontement trouva son prolongement dans deux guerres

mondiales qui mirent un terme à la domination des puissances européennes. La question de la suprématie sur le continent, du moins dans sa partie occidentale, avait trouvé une nouvelle réponse: les États-Unis étaient devenus non seulement l'arbitre mais aussi les maîtres de la situation.

Les accords de Yalta entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique transcrivirent ce rapport de force dans le langage de la diplomatie en partageant l'Europe en deux zones d'influence. Dès 1947, la guerre froide accentua encore l'emprise des États-Unis et c'est sous leur égide que les premières pierres d'une forme de construction européenne furent posées. Le plan Marshall en fut un des instruments. Il comportait un volet économique (un programme de reconstruction offrant des débouchés aux marchandises américaines dont l'OECE, l'Organisation européenne de coopération économique, fut chargée), et un objectif politique: faire pièce à l'influence soviétique. Il sera complété, dans le domaine militaire, par la création de l'Otan en 1949.

DE LA CECA AU MARCHÉ COMMUN

Pour les différentes bourgeoisies, la création d'un cadre à même de favoriser le relèvement de leur appareil de production et d'un marché pour écouler leurs marchandises s'imposait. En raison de ses multiples liens avec les États-Unis et ses anciennes colonies du Commonwealth, la Grande-Bretagne y était moins attachée. La France et l'Allemagne fédérale en constituèrent le premier pilier avec, en 1951, la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). C'était d'une certaine façon reconnaître l'obstacle que représentaient pour leurs capitalistes ces frontières héritées du passé qui traversaient jusqu'au sous-sol et ses gisements de fer ou de houille. Les autres signataires en furent l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Une Haute autorité, sans pouvoir propre, fut créée pour la chapeauter. Les «*pères de l'Europe*» évoquaient l'annonce d'une paix durable. Mais il s'agissait avant tout pour les grands industriels de moder-



La naissance de la CECA en 1951 vue par un dessinateur allemand.



Les délégations des six pays signataires du traité de Rome en 1957.

niser des secteurs vitaux, d'optimiser leur production et de réduire leurs coûts tout en puisant dans les fonds publics. Robert Schuman soulignait aussi pour la France que la CECA allait permettre de « *poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles: le développement du continent africain* », en d'autres termes, son pillage. Preuve que les ambitions nationales et les appétits de puissance n'avaient été que partiellement mis de côté.

Le relatif succès de cette expérience fut prolongé en 1957 par la signature du traité de Rome, par lequel les mêmes États donnèrent naissance à la Communauté économique européenne (CEE). Au charbon et à l'acier s'ajoutèrent un plan dans le secteur du nucléaire, qui nécessitait d'importants investissements que le grand capital ne voulait pas entreprendre à ses frais, mais surtout la perspective d'une vaste union douanière: un marché à l'échelle du continent sans les taxes et les droits de douane qui freinaient le développement des groupes capitalistes et leur soif de profits. Cela s'imposait d'autant plus que la décolonisation allait ouvrir les chasses gardées des impéria-

listes européens en Asie et en Afrique. La CEE allait, enfin, offrir le creuset à partir duquel le capital européen pourrait espérer concurrencer les trusts américains.

UNE FEUILLE DE VIGNE DES RIVALITÉS ENTRE GRANDES PUISSANCES

Ce Marché commun ne pouvait profiter qu'aux plus puissants capitalistes. Il en alla de même dans l'agriculture où la politique agricole commune, qui absorba plus de la moitié du maigre budget européen, servit de pompe à subventions au secteur de l'agro-business et aux grandes exploitations, accélérant la concentration, y compris sous la forme de coopératives, et la modernisation de la production. Par là même, de nouvelles perspectives s'ouvraient aux multinationales du secteur du machinisme agricole et aussi de la chimie.

La « maison commune », avec ses institutions et sa bureaucratie, devint si attractive qu'un nombre croissant d'États s'y associèrent, y compris le Royaume-Uni en 1973. Son adhésion avait été repoussée plusieurs années en raison de l'opposition de De

Gaulle, mais la bourgeoisie britannique ne pouvait rester à l'écart plus longtemps, d'autant que la période de croissance amorcée durant l'après-guerre prenait fin.

Ce marché ne donna pas pour autant naissance à un capitalisme supranational, c'est-à-dire à l'unification des impérialismes européens. Il y a plus d'un siècle, après avoir bradé l'internationalisme prolétarien lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, Karl Kautsky, le principal théoricien de la social-démocratie allemande et de la Deuxième Internationale, avait suggéré qu'un « *transfert des méthodes des trusts à la politique internationale, une sorte de super-impérialisme* »¹, serait possible à l'issue du conflit. Il exprimait le fait que les bourgeoisies ne connaissaient pas de frontières, étendaient la domination de leurs capitaux à la planète entière et qu'elles pouvaient à terme s'entendre contre les exploités. Mais sa trahison conduisit Kautsky, comme tous les réformistes, à nier que cette tendance à la socialisation de la production, à l'unification sous la botte du profit et de l'exploitation, se heurte à la concurrence entre trusts et au

1 Karl Kautsky, *L'impérialisme et la guerre*, 11 septembre 1914.

cadre même des États grâce auxquels la bourgeoisie maintient sa domination de classe. Il n'y a de ce point de vue pas davantage de super-impérialisme aujourd'hui.

Dans les secteurs aéronautique et spatial, des structures (comme Airbus ou l'Agence spatiale européenne) émergent, il est vrai, par la mise en commun de capitaux provenant des principaux États de la CEE. Mais c'était pour leurs capitalistes le seul moyen d'espérer résister à la domination de Boeing, de la Nasa et des groupes d'outre-Atlantique.

Dans les autres domaines, comme d'ailleurs à l'intérieur de ces structures transnationales, la lutte continuait à faire rage. La mondialisation à l'œuvre en masquait cependant l'ampleur, en la déportant partiellement sur un champ de bataille plus vaste.

Chaque État continuait à protéger et à soutenir ses propres capitalistes par les commandes publiques, par des réglementations ou des lois spécifiques, et par des aides financières constituant autant de béquilles. C'est ainsi que des pans entiers du capitalisme français, à commencer par celui de l'armement, prospéraient à l'ombre de l'État, voire en son sein même pour les secteurs nationalisés et les entreprises qui en dépendaient.

Cette liaison quasi organique avec leur appareil d'État n'empêchait pas la conquête par ces mêmes groupes de zones d'influence sur le reste du continent et bien au-delà, aux dépens de leurs rivaux. Elle en constituait même dans une certaine mesure la condition.

Après l'adhésion de la Grèce en 1981, puis du Portugal et de l'Espagne en 1986, la fin du bloc soviétique et l'intégration de son ancien glacis dans le giron capitaliste à partir du début des années 1990 offrirent un nouvel horizon à ces appétits,

en élargissant de façon inespérée les opportunités. Aucun secteur (agriculture, industrie, finance, grande distribution, etc.) n'échappa à cette curée et aux délocalisations. Outre la situation de quasi-sujétion dans laquelle se plaçaient leurs dirigeants, ces pays offraient en effet un triple avantage : des infrastructures industrielles et de transport, une main-d'œuvre qualifiée... et des salaires bien inférieurs. En raison de sa position de première puissance européenne, de sa situation géographique centrale et de ses liens passés avec ces territoires, l'impérialisme allemand s'attribua la part du lion dans ce qui avait constitué historiquement sa zone d'influence économique. Mais l'impérialisme français, déjà présent de longue date, par exemple avec Renault en Roumanie, ne fut pas en reste. Il en alla de même en Grèce, notamment avec les banques.

LA CRÉATION DE L'UNION EUROPÉENNE : MISE EN PLACE DE NOUVELLES RÈGLES ET DE L'EURO

Pour donner une plus grande stabilité à ce marché et le rendre plus profitable encore, restait à fixer des règles organisant la concurrence et à introduire une monnaie commune, ce que prévoyait déjà le traité de Rome. Pendant quatre décennies, la rivalité entre les puissances européennes et entre capitalistes s'était traduite en effet par une grande fluctuation des monnaies, des dévaluations à répétition que la création d'un Système monétaire européen en 1979 eut bien du mal à tempérer. Cette situation, aggravée par la persistance de multiples taxes entre les États, était de plus en plus contradictoire avec la nécessité pour les grands groupes de produire et d'échanger à l'échelle du continent.

Le traité de Maastricht permit en 1992 l'adoption d'un guide prétendant réguler la guerre économique que se menaient les capitalistes et l'adoption de règles budgétaires pour les États (les fameux « critères de convergence ») qui donnèrent l'apparence d'une certaine égalité de traitement vis-à-vis des opinions publiques tout en maintenant la position dominante des grandes puissances.

Le 1er janvier 1999, onze pays adoptèrent l'euro pour leurs transactions financières. Seule parmi les grandes puissances, la Grande-Bretagne s'y refusa, espérant sans doute cumuler les avantages liés à son intégration dans le marché unique et ceux tirés de son statut de place financière mondiale et d'allié privilégié des États-Unis. Trois ans plus tard, pièces et billets entraient en circulation au son de l'*Hymne à la joie*. Entre 2004 et 2007, dix pays issus du bloc soviétique entrèrent dans le chœur en intégrant l'UE.

Mais l'euphorie liée à la naissance de cette union monétaire et de l'Union européenne, qui représentait une forme d'aboutissement après des décennies de laborieuses tractations et de luttes sourdes, ne dura que quelques années. La crise financière de 2008, en exacerbant la concurrence à l'intérieur du continent et avec les États-Unis, a mis au jour la fragilité de l'édifice.



L'UNION EUROPÉENNE À L'ÉPREUVE DE LA CRISE DE 2008

Cette crise a révélé notamment à quel point les rapports de domination entre les États, hérités du développement inégal passé, continuent d'agir souterrainement. Derrière le masque et le langage de la diplomatie, certains sont, pour paraphraser Orwell, plus égaux que d'autres.

En d'autres termes, les capitalistes d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne notamment, par l'entremise de leurs gouvernements, ont imposé leur loi aux plus faibles : à la Grèce, à l'Espagne, au Portugal et a fortiori à ceux qui, dans l'est de l'Europe, étaient moins à même de résister à leur domination en raison du caractère encore semi-développé de leur économie.

Ces relations trouvèrent leur traduction lors de la crise de l'euro entre 2010 et 2011 : les économies et les classes populaires de ces États furent mises à genoux au point de menacer l'existence d'une monnaie commune à dix-neuf pays. Par le jeu de la spéculation et des taux d'intérêts imposés par les banques, un euro grec ou portugais n'avait de fait plus du tout la même valeur qu'un euro allemand ou français. La « monstrueuse domination de l'oligarchie financière » évoquée par Lénine dans *L'impérialisme* n'est pas une construction théorique : la BNP-Paribas ou la Deutsche Bank et quelques banques ont conservé tout leur pouvoir à l'intérieur même des instances européennes, au détriment de leurs concurrentes et de plus en plus des États eux-mêmes.

Sans vergogne, ces mêmes puissances s'affranchirent des règles qu'elles avaient fixées et dictées à tous les pays. Pour sauver les banques et le secteur financier, et par conséquent le

capitalisme tout entier, elles déversèrent des masses inouïes de capitaux, nationalisèrent au besoin des secteurs vitaux... et s'endettèrent sans limite.

Dès 1957, le traité instituant la CEE comprenait l'objectif d'établir une « concurrence libre et non faussée » à l'intérieur du Marché commun. Mais la montagne de réglementations écrites au fil des décennies masque de moins en moins la loi non écrite du plus fort et une lutte où (presque) tous les coups sont permis.

Autrefois permanente par l'entremise des dévaluations, la guerre économique a été transférée en partie dans le domaine fiscal pour attirer capitaux et entreprises du monde entier. Dans ce dumping, qui assèche les budgets des États, avec 12,5% l'Irlande affiche le taux d'imposition sur les sociétés le plus faible. Seule la Bulgarie fait « mieux », avec 10%. Mais partout, les impôts réellement payés par les capitalistes sont encore plus dérisoires.

Pour extraire davantage de plus-value et affaiblir leurs rivaux, les grandes entreprises ont mené une politique de baisse des salaires et de précarisation aggravée par les politiques d'austérité. L'Allemagne a donné le la depuis une vingtaine d'années, en transformant des millions de ses salariés en travailleurs pauvres. Mais elle a maintenu ainsi sa place de première puissance du continent et de premier exportateur mondial. S'il y a une certaine unification à l'œuvre dans l'UE pour les travailleurs, en matière de droit ou de conditions de travail, elle s'effectue par le bas. Elle laisse par ailleurs toute latitude à ses membres pour aggraver encore cette évolution.

L'EUROPE, COMBIEN DE DIVISIONS FACE À L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ?

La faiblesse congénitale de l'Europe est de demeurer un assemblage d'États qui sont autant de places fortes pour les bourgeoisies, à la manière des châteaux féodaux servant de refuge en temps de crise ou de guerre. N'en déplaise aux contempteurs des institutions de Bruxelles et de la Commission européenne, censée incarner une forme de pouvoir exécutif, l'Europe ne dispose ni d'un pouvoir central, ni d'une politique économique ou étrangère unique, ni a fortiori d'une armée. Ce sont les marchandages entre dirigeants, expression des rapports de domination entre puissances, qui déterminent fondamentalement sa politique.

Quant à l'euro, qui n'a jamais été en mesure de supplanter le dollar comme monnaie internationale de référence et de placement, il s'est encore affaibli depuis la crise de 2008, car la pompe aspirante que constituent les marchés financiers fonctionne presque exclusivement avec ce carburant. D'ailleurs, sans les crédits alloués par la Banque fédérale américaine, les banques européennes et les États eux-mêmes se seraient retrouvés à sec.

Alors que les politiciens et certains intellectuels entretenaient jadis l'idée que l'économie européenne, par son PIB, sa place dans le commerce mondial, son marché intérieur, était en mesure de concurrencer voire de devancer les États-Unis, ces derniers sont plus que jamais en mesure d'imposer leurs volontés et celles de leurs trusts.

On a pu en voir une confirmation brutale lorsque Trump a décidé de rompre l'« abominable accord » de 2015 avec l'Iran et de placer ce pays sous embargo. Grâce au principe d'extraterritorialité qui prévaut aux États-

Unis, traduction juridique de la position hégémonique de son impérialisme, le président peut sanctionner les entreprises du monde entier qui enfreignent les règles de l'Office du contrôle des avoirs étrangers (OFAC). Les uns après les autres, après PSA, Total, Airbus, les banques et les industriels européens se sont retirés d'Iran pour ne pas risquer d'être écartés du marché américain voire du marché financier lui-même ou d'être condamnés à de lourdes amendes. En 2015 déjà à propos de ses activités avec l'Iran, mais aussi avec le Soudan et la Libye, BNP-Paribas avait dû s'acquitter d'une amende de 8 milliards d'euros. Dans la guerre économique, l'Europe reste un nain.

Sur le plan strictement militaire comme sur celui du renseignement, les États-Unis conservent, et à plus forte raison depuis l'effondrement du bloc soviétique, des bases permanentes dans l'UE et des liens privilégiés avec plusieurs pays, intégrés le plus souvent à l'Otan en position de vassaux et d'avant-postes contre la Russie. Ceux-ci constituent en outre de fidèles acheteurs pour l'industrie d'armement américaine. En juin 2018, l'Union européenne a lancé un Fonds européen de défense (FED), dont le but caché était d'écartier des appels d'offres des firmes américaines et britanniques en matière d'armement. Mais cette posture restera sans effet véritable hormis peut-être à l'encontre des industriels britanniques.

Ce n'est pas l'Europe qui est à la manœuvre non plus dans la crise qui ravage l'Ukraine depuis 2014. Quant au groupe de Visegrád, qui regroupe la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, il est également emblématique de ces liens avec l'impérialisme américain et des forces centrifuges qu'ils génèrent ou favorisent à l'intérieur de l'UE.

LES POPULISMES ET LES NATIONALISMES, FRUITS POURRIS DU PASSÉ ET DE LA DÉCOMPOSITION DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

L'instabilité permanente et la lutte pour le partage de la plus-value dans un marché de moins en moins solvable a engendré la prolifération des idées et des partis « eurosceptiques » et « europhobes », majoritairement sur la droite, et de plus en plus l'extrême droite de l'échiquier politique, mais aussi, à l'instar de La France insoumise en France ou de Podemos en Espagne, sur sa gauche.

Les intérêts politiques fondamentaux de la bourgeoisie ne coïncident en effet pas toujours parfaitement avec les intérêts propres des partis qui la représentent ou qui ambitionnent de le faire. Et seule l'expérience peut démontrer aux uns et aux autres la marge de manœuvre dont ils disposent et le point de rupture à partir duquel la dé-



Le livre de Mélenchon, publié en 2015, *Le hareng de Bismarck* (*Le poison allemand*), traduit en espagnol et préfacé par le leader de Podemos, Iglesias. Sur la couverture, Merkel est revêtue de l'accoutrement guerrier du chancelier Bismarck au 19^e siècle. C'est ce chauvinisme anti-allemand qui est un véritable poison.

magogie électorale peut provoquer des mouvements sans retour possible. L'environnement politique, considéré comme « *de plus en plus toxique* »² par de nombreux observateurs, devient ainsi à son tour un facteur d'aggravation objectif de la crise.

Cette poussée faite au nom de la lutte contre le « fédéralisme » et de la « souveraineté des peuples », a été particulièrement forte en Europe centrale où le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, au pouvoir de 1998 à 2002 puis depuis 2008, fait figure de précurseur et de candidat au rôle de leader. Ces partis ont obtenu plus de 20% des voix dans dix pays d'Europe de l'Est et plus de 30% en Pologne. Orbán a fait du nationalisme hongrois la pierre angulaire de sa politique économique en prétendant libérer son pays de la domination étrangère. C'est en l'invoquant qu'il pressure la classe ouvrière.

En Italie, la Ligue et le Mouvement cinq étoiles sont arrivés au pouvoir à la faveur des législatives de mars 2018 en centrant leur démagogie et leurs promesses sur la dénonciation de « l'Europe de Bruxelles ». Campagne européenne aidant, s'y sont ajoutées les critiques à visées électorales envers la France et Macron, confortant ce dernier dans sa prétention à incarner un visage progressiste face aux nationalistes et aux eurosceptiques et la posture de Salvini comme premier défenseur du peuple italien.

Partout les partis d'extrême droite se maintiennent ou progressent : le Rassemblement national en France, Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne, le Vlaams Belang en Belgique, le Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas notamment.

² Expression tirée d'une tribune publiée par le journal patronal *Les Échos* du 21 février 2019.

En décidant ces dernières années de fermer leurs frontières aux migrants fuyant les guerres et le chaos impérialiste, en sous-traitant pour une part cette sale besogne à la Turquie, les dirigeants des grandes puissances ont renforcé cette poussée réactionnaire. Angela Merkel avait refusé dans un premier temps de s'aligner sur cette politique, en raison sans doute de ses convictions, mais aussi parce qu'elle pouvait répondre à un besoin de main-d'œuvre des capitalistes d'Allemagne. Mais elle en a payé le prix politique et doit aujourd'hui composer avec la droitisation de son électorat.

Et même si la sortie de l'UE ou de l'euro a le plus souvent disparu des programmes des « eurosceptiques », elle demeure une menace réelle, comme en témoigne le vote et la difficile mise en œuvre du Brexit depuis trois ans. Pour la première fois dans l'histoire de la construction européenne, un de ses membres, et pas le moindre, a claqué la porte. Combattue par la bourgeoisie britannique, cette sortie risque d'être mise en œuvre sans accord avec l'UE. Une seule chose est sûre : les capitalistes se chargeront de faire payer la note aux classes populaires. Par effet domino, ou par contrecoup, le Brexit pourrait relancer les forces centrifuges à l'intérieur même du Royaume-Uni, en Irlande tout d'abord, mais aussi en Écosse.

À l'affût, les principales puissances de l'Union européenne, à commencer par la France et l'Allemagne, tout comme les groupes industriels et financiers dont ils protègent les intérêts, espèrent sans doute tirer bénéfice de cette situation et ne feront aucun cadeau à leur concurrent britannique. Mais ce sont partout les travailleurs qui feront les frais de cette nouvelle phase de la guerre économique et politique.

SEULE LA CLASSE OUVRIÈRE PEUT OFFRIR UN AVENIR ET UNE UNITÉ AU CONTINENT EUROPÉEN

L'intensification de la guerre économique s'est traduite par une poussée des courants nationalistes comme l'Europe n'en avait pas connu depuis les années trente. La crise actuelle apparaît de plus en plus comme le révélateur de l'incapacité des différentes bourgeoisies à rompre les liens avec leur appareil d'État et à unifier le continent. La création d'un vaste marché, que le carcan des États nationaux rendait indispensable, n'a pas supprimé la concurrence entre les grandes entreprises ni entre les banques, d'autant que les plus importantes d'entre elles s'affrontent également à l'échelle mondiale. Elle n'a pas davantage mis un terme au rapport de domination entre les pays. Lénine disait de la SDN, qui prétendait déjà en finir avec les guerres et promouvoir la prospérité, qu'elle n'était qu'un « *repaire de brigands* ». Cette caractérisation convient tout autant à l'UE.

Marx soulignait dans le *Manifeste* qu'« *au grand désespoir des réactionnaires* » la bourgeoisie avait « *enlevé à l'industrie sa base nationale* ». Dans *L'impérialisme*, Lénine ajoutait que le capitalisme conduisait « *aux portes de la socialisation intégrale de la production* », mais que « *le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population* » devenait « *cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable* ».

Depuis, la bourgeoisie a largement fait la preuve de son impuissance à résoudre cette contradiction fondamentale entre l'organisation de la production et des échanges à l'échelle la plus large et l'appropriation privée des richesses qui en sont tirées et dont les États sont pour elle les meilleurs garants.

Les divisions politiques actuelles sont l'expression des intérêts contraires de ces bourgeoisies et nul ne sait si la poussée des nationalismes va se traduire par une rupture plus profonde sur le plan politique et un repli protectionniste généralisé. Par contrecoup, la crise peut raviver la flamme du fédéralisme. Aucune bourgeoisie n'a intérêt à la dislocation du marché unique, à commencer par l'impérialisme allemand et français, qui demeurent le ciment de l'Europe actuelle. Mais il ne s'agit pas d'une option philosophique. Les discussions sur la fin possible de la zone euro ou la réorganisation de l'UE sur la base d'une Europe à plusieurs vitesses il y a quelques années montrent que le difficile équilibre peut chanceler à tout moment en raison de l'instabilité permanente du capitalisme lui-même. Et tout le passé prouve que les guerres économiques peuvent être le prélude à d'autres affrontements infiniment plus dévastateurs.

Le problème pour les révolutionnaires n'est pas de raisonner à ce niveau de plus ou moins d'Europe, ni d'opter entre l'une ou l'autre de ces options car ce sont des solutions bourgeoises et donc des impasses. Il est de maintenir ouverte la perspective d'une issue révolutionnaire à cette incapacité congénitale du capitalisme d'œuvrer pour le bien de l'humanité. Il est de maintenir levé le drapeau de l'internationalisme, que les réformistes sociaux-démocrates puis les staliniens ont jeté aux orties, pour offrir une perspective à la classe ouvrière. Celle d'une Europe et d'un monde débarrassés des frontières, des antagonismes nationaux, de la concurrence et de l'anarchie de la production. Et cela ne pourra se réaliser que par le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie.

4 mars 2019



Antisionisme et antisémitisme: un amalgame à combattre

L'agression verbale d'Alain Finkielkraut en marge d'une manifestation des gilets jaunes le 16 février 2019, dans un contexte où le ministère de l'Intérieur a annoncé des actes antisémites en hausse, a soulevé une émotion bien légitime mais aussi des polémiques politiciennes bien calculées. Intervenant peu après, lors du dîner annuel du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France, Emmanuel Macron a assimilé l'antisémitisme et l'antisionisme.

Reprenant à son compte une demande répétée des dirigeants du Crif, il a proposé de modifier la définition de l'antisémitisme pour y inclure l'antisionisme. Déjà en juillet 2017, recevant le Premier ministre israélien Netanyahu à l'Élysée à l'occasion de l'anniversaire de la rafle du Vél'd'Hiv', Macron avait affirmé: «*Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme.*» Avant lui Manuel Valls, alors Premier ministre, avait déclaré en 2016 lors du dîner annuel du Crif: «*L'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël.*»

Ces politiciens s'alignent ainsi derrière les dirigeants israéliens, leurs alliés indéfectibles au Moyen-Orient, qui voudraient criminaliser toutes les critiques vis-à-vis de leur politique coloniale. Ils cherchent à flatter la fraction de l'électorat juif qui se reconnaît dans ces positions sionistes. En organisant une manifestation officielle à laquelle tous les chefs de partis ont pris part, Premier ministre en tête, les partis qui se succèdent au gouvernement depuis des décennies cherchent à faire oublier leurs responsabilités dans l'évolution de la

situation politique et sociale qui rend possibles ces actes antisémites.

COMBATTRE L'ANTISÉMITISME, D'OÙ QU'IL VIENNE

Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, qui s'est doté d'instruments particuliers pour les répertorier et qui collabore sur ce terrain avec des organisations privées juives (comme le Service de protection de la communauté juive, SPCJ), les actes à caractère antisémite auraient augmenté de 74% en 2018, après deux années de baisse. Avec 541 actes répertoriés, ils restent cependant inférieurs à ceux du début des années 2000, puisqu'il y en avait eu par exemple 743 en 2000 et 936 en 2002. Ces actes sont de nature diverse: agressions physiques allant jusqu'au meurtre, comme celui de Mireille Knoll en mars 2018, profanations de tombes, tags sur des murs d'écoles confessionnelles, propos haineux déversés sur les réseaux sociaux. Les auteurs de ces actes, pour autant qu'ils soient identifiés, sont eux aussi très divers: groupuscules d'extrême droite, voyous sans foi

ni loi prêts à croire que tous les Juifs ont de l'argent, comme les assassins d'Ilan Halimi en 2006, complotistes nourris de thèses fumeuses diverses, membres de la vaste mouvance islamiste.

Contrairement à ce que tente de faire croire opportunément Marine Le Pen, toujours soucieuse de dédramatiser son parti et de faire oublier les saillies antisémites de son père, l'antisémitisme est loin d'être devenu l'apanage de certains habitants des banlieues d'origine africaine ou de religion musulmane, ou encore de la mouvance islamiste. Le vieil antisémitisme traditionnel de l'extrême droite, celui qui avait déclenché l'affaire Dreyfus à la fin du 19^e siècle, celui de l'Action française pendant l'entre-deux-guerres, celui des milieux pétainistes qui ont collaboré à la déportation et au génocide des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, n'a jamais disparu. Les croix gammées taguées sur des tombes en Alsace sont en soi une signature. Toute une partie de la haine antisémite charriée sur Internet provient de cette «fachosphère». Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Macron s'est cru obligé d'annoncer, dans son discours au Crif, la dissolution



En 1936, l'Action française avait pignon sur rue.

de plusieurs groupuscules d'extrême droite, comme le Bastion social, ex-GUD.

La mouvance islamiste apporte bien sûr sa part à la diffusion de l'antisémitisme. Des assassins se revendiquant de l'islamisme sont passés à l'acte à plusieurs reprises ces dernières années, de la tuerie perpétrée par Mohammed Merah à l'école juive Ozar Hatorah à Toulouse en mars 2012 à celle de l'Hyper Cacher de Paris en janvier 2015. Cette mouvance n'est pas en reste sur Internet, où elle distille abondamment des propos antisémites souvent camouflés en critique du sionisme. La politique des dirigeants israéliens à l'égard des Palestiniens sert de prétexte

aux islamistes pour entretenir l'amalgame entre la colère légitime ressentie à l'égard de la politique israélienne en Palestine et la haine des Juifs en général.



Tag antisémite et xénophobe à Zoebersdorf (Bas-Rhin) en octobre 2018.

D'autres antisémites notoires comme Dieudonné ou Soral, menacés de sanctions pénales pour leurs propos racistes, cachent leur haine des Juifs derrière la critique du sionisme. Ils ajoutent l'hypocrisie au racisme. Il faut dénoncer cet antisionisme-là qui n'est qu'un cache-sexe de l'antisémitisme. Tous ceux qui tentent de rendre tous les Juifs vivant sur la planète, et même tous ceux vivant en Israël, responsables de la politique criminelle des dirigeants israéliens se comportent exactement comme ceux qui veulent interdire toute critique du gouvernement israélien au nom de l'antisémitisme.

Les militants révolutionnaires doivent, dans les rangs de la classe ouvrière, combattre sans relâche tous les racismes, dont l'antisémitisme, quelle que soit la forme qu'il prend. Sans même faire de parallèle avec les pires périodes d'antisémitisme du passé, les travailleurs et les classes populaires sont toujours, à toutes les époques et sous toutes les latitudes, les premières victimes du racisme, de la xénophobie et de la haine de ceux qui sont différents. En premier lieu, parce que ces poisons les divisent et les affaiblissent face à leurs exploiters. Dans cette période de recul de la conscience politique, le repli communautaire l'emporte trop souvent sur le sentiment d'appartenir à la

même classe et les idées complotistes qui circulent sur Internet semblent des réponses plausibles à la propagande gouvernementale. Les préjugés selon lesquels Israël dirigerait le monde, les Juifs contrôlèrent les banques, les Juifs contrôlèrent les grands médias, sont des stupidités qu'il faut combattre pied à pied. Outre que ce sont des absurdités sans fondement, ces idées obscurcissent la tête des opprimés en les empêchant de comprendre les tenants et aboutissants de l'exploitation, en niant la division de la société en classes sociales, en cachant les rapports de force réels qui régissent les relations internationales. Ceux qui propagent de telles idées ne visent pas l'émancipation des opprimés, même quand ils prétendent représenter les intérêts de tel ou tel peuple, mais à assurer leur emprise sur eux pour mieux accéder au pouvoir.

LE COMBAT DU CRIF ET DES PARTISANS INCONDITIONNELS D'ISRAËL

Pourtant, ce combat contre toutes les formes d'antisémitisme ne doit pas occulter l'opération politique relancée depuis l'agression de Finkielkraut. Assimiler antisémitisme et antisionisme est une forme de terrorisme intellectuel qui revient à interdire toute critique d'Israël. Modifier la définition de l'antisémitisme pour y inclure l'antisionisme vise à criminaliser tous ceux qui critiquent la politique des gouvernements israéliens.

Emmanuel Macron reprend ainsi à son compte une vieille demande formulée par les responsables du Crif depuis les années 2000. Malgré son nom, le Crif est bien loin de représenter tous les Juifs vivant en France. D'après Dominique Vidal¹, l'en-

semble des associations affiliées au Crif ne représentent pas plus de 100 000 personnes. Même si les statistiques ethniques ou religieuses sont interdites en France, le nombre total de personnes s'y considérant à un titre ou à un autre comme juives est estimé entre 500 000 et 600 000. Au mieux, le Crif représente donc 20 % des Juifs. De nombreux Juifs, en particulier de gauche, pour qui la judéité n'est pas un élément essentiel de leur vie, voire pas un élément du tout, ne sont affiliés à aucune organisation juive, ne se sentent pas appartenir à une communauté particulière et ne se reconnaissent en rien dans les positions du Crif. Quand le Crif prétend parler au nom de ce que les journalistes appellent la communauté juive, quand les dirigeants politiques de ce pays prétendent s'adresser à toute la communauté juive à travers le Crif, c'est une arnaque politique. Le Crif est dominé par la droite sioniste. Son actuel président, Francis Kalifat, est un ancien militant du Betar, un mouvement sioniste radical qui n'a jamais hésité à faire le coup de poing contre ses opposants. L'un de ses prédécesseurs, Roger Cukierman, avait dénoncé en 2003 une alliance vert-rouge-brun, assimilant les écologistes, l'extrême gauche communiste et l'extrême droite, sous prétexte que les deux premiers groupes critiquaient la politique coloniale de l'État israélien en Palestine. Depuis les années 2000, le Crif a méthodiquement cherché à relier les violences antisémites en France à la critique de la politique d'Israël en Palestine, n'hésitant pas à exagérer le climat d'insécurité pour les Juifs, pour inciter des familles au départ vers Israël et pour obtenir la criminalisation des critiques de la politique sioniste des dirigeants israéliens.

LE SIONISME, LONGTEMPS REJETÉ PAR LES JUIFS

Le sionisme, la doctrine fondée en Europe par Theodor Herzl en 1897, réclamant la création d'un foyer national juif, fut très longtemps rejeté par l'immense majorité des Juifs eux-mêmes. Les Juifs vivant en Europe n'aspiraient pas à construire un État spécifique, mais à vivre et s'intégrer sans ostracisme ni oppression dans les pays où ils étaient nés. Quant à ceux déterminés à émigrer pour fuir la misère, comme l'immense majorité des pauvres fuyant l'Europe, c'est l'Amérique qu'ils visaient. D'après Dominique Vidal, entre 1897, date du premier congrès sioniste, et 1939, début de la Deuxième Guerre mondiale, sur les 3 millions de Juifs qui ont quitté l'Europe, 460 000 se sont installés en Palestine, tous les autres choisissant les États-Unis.

Parmi le prolétariat juif, particulièrement opprimé en Europe orientale ou en Russie tsariste, la perspective d'une révolution sociale aux côtés de l'ensemble des exploités l'emportait largement sur le sionisme. Avant la Première Guerre mondiale, de nombreux Juifs ont milité dans les rangs des partis sociaux-démocrates ou du Bund, qui regroupait des militants socialistes qui organisaient les Juifs séparément, mais pour qu'ils prennent place dans le combat commun pour l'émancipation des prolétaires, et pas pour construire un foyer national juif, ni en Palestine ni ailleurs.

Le sionisme fut encouragé et utilisé par la Grande-Bretagne puis les États-Unis pour mieux régner au Moyen-Orient, en s'appuyant sur la minorité juive contre la majorité arabe. Même après le génocide perpé-

1 Dominique Vidal, *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*, Éditions Libertalia, 2018.

tré par les nazis au cours de la Deuxième Guerre mondiale, la majorité des Juifs survivants aspiraient à émigrer aux États-Unis plutôt qu'en Palestine. Ils ne s'installèrent dans le futur Israël que parce que toutes les portes leur étaient fermées ailleurs. Lors de la fondation de l'État israélien, en 1948, les partis sionistes imposèrent leur politique par les armes en chassant les Palestiniens des terres où ils vivaient depuis des siècles. Ils contestèrent par la purification ethnique le plan de partage inapplicable concocté par l'ONU. Ce choix initial de bâtir un État confessionnel, donnant des droits à une seule communauté au mépris des autres, était loin d'être partagé par tous les Juifs de Palestine. En 1944, un vote interne à la communauté juive de Palestine, au sein de ses organisations politiques et syndicales, donnait encore 40% en faveur d'une fédération judéo-arabe socialiste pour le futur État indépendant qu'elle réclamait de ses vœux et qu'elle imaginait binational.

Parce qu'ils étaient plus déterminés et plus organisés que les autres, parce qu'ils pouvaient s'appuyer sur la farouche détermination des survivants du génocide à obtenir coûte que coûte un territoire, les sionistes imposèrent leurs choix à tous. Dès la naissance

d'Israël, ses pères fondateurs, comme David Ben Gourion, renoncèrent à doter cet État d'une constitution qui définirait les lois et les droits des citoyens sans référence à leur religion réelle ou supposée. Pour ne pas heurter les religieux qui refusaient de reconnaître d'autre loi fondamentale que la « loi divine », les fondateurs d'Israël en firent un État théocratique. Cette politique initiale, réaffirmée à travers la guerre de 1967 puis celle de 1973, a creusé un fossé de sang de plus en plus profond entre les Palestiniens et les Israéliens, transformant ces derniers en geôliers de tout un peuple.

Malgré les pressions et la politique du fait accompli, il reste aujourd'hui en Israël des opposants – et pas seulement parmi les Arabes israéliens privés de nombreux droits – à la politique sioniste des gouvernements successifs, opposants eux-mêmes parfois qualifiés d'antisémites!

L'INTERNATIONALISME, SEULE VOIE POUR LES EXPLOITÉS

Le sionisme est une forme de nationalisme, celle d'une fraction des Juifs. Comme tous les nationalismes, il représente

une impasse pour les travailleurs. Ce nationalisme n'est en outre pas celui d'un peuple opprimé, pas plus qu'il n'est celui des victimes des persécutions antisémites, mais celui d'un groupe national qui possède un État, une armée puissante et qui opprime depuis soixante-dix ans un autre peuple, le peuple palestinien. Année après année, la politique des dirigeants israéliens aggrave un peu plus le sort des Palestiniens et, en retour, dégrade la vie quotidienne des Juifs israéliens, dont la jeunesse doit payer son tribut à l'armée et dont toute la vie économique et sociale est marquée par l'état de guerre. Qu'ils vivent en Israël, en France ou n'importe où dans le monde, les Juifs qui souhaitent pouvoir vivre en paix ont toutes les raisons de se démarquer de la politique des dirigeants sionistes d'Israël. Plus fondamentalement, le nationalisme sous toutes ses formes est un poison pour les travailleurs, dont les intérêts sont communs par-delà les frontières. Face à leurs exploiters, pour défendre leur droit à l'existence et à un avenir digne, ils doivent refuser de se laisser enfermer dans quelque communautarisme que ce soit et, au contraire, renouer avec la devise « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous* ».

2 mars 2019



ARCHIVES DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE

En 1948, des membres de milices sionistes ont massacré de nombreux habitants de Deir Yassine, village arabe.



Venezuela : le chavisme en faillite confronté aux manœuvres impérialistes

La situation de la population du Venezuela est devenue très difficile. Depuis 2013, trois millions d'habitants ont quitté le pays. Les plus fortunés partent aux États-Unis ou en Europe, les autres se retrouvent dans la situation de réfugiés au Brésil ou en Colombie, où ils ne sont pas bien accueillis. Beaucoup s'étonnent que, dans le pays qui détient les plus importantes réserves de pétrole de la planète, le régime du président Maduro ne parvienne ni à nourrir la population ni à la soigner. Ceux qui voulaient y voir un nouveau modèle de révolution socialiste sont devenus silencieux ou critiques. Les anticommunistes y voient l'échec d'un socialisme qui n'a pourtant jamais existé. Les mêmes ne trouvent rien à redire au fait que les États-Unis considèrent que ce pays leur appartient. Depuis le 23 janvier, le président de l'Assemblée nationale Juan Guaidó s'est proclamé président en exercice du pays ; immédiatement il a été reconnu par les États-Unis, le Canada et plusieurs pays d'Amérique latine, puis par la France et plusieurs États de l'Union européenne. Cette tentative grossière de destitution n'a pas abouti, pour l'instant du moins. Cet article revient sur les origines de la crise en cours.

LE CHAVISME EN FAILLITE

L'économie du Venezuela n'a pas été épargnée par le krach mondial de 2008. En 2009, elle recule de près de 4%. Comme d'autres gouvernants, le gouvernement présidé de 1998 à 2013 par Hugo Chavez (1954-2013), le fondateur du mouvement chaviste, impose que les classes populaires paient la crise. En 2010, le produit intérieur brut recule encore de près de 6%. Les usines ne produisent qu'à 50% de leur capacité, la sidérurgie est stagnante et la production de pétrole réduite.

Chavez dénonce alors les « privilégiés » des travailleurs, c'est-à-dire leur droit de mettre en avant leurs revendications et de faire grève pour les obtenir. Comme dans le reste du monde, les moyens de l'État servent à sauver les capitalistes. Le « socialiste » Chavez injecte des

milliards de dollars pour sauver neuf banques. L'« anti-impérialiste » accorde 1,5 milliard de dollars à General Motors et laisse pénétrer plusieurs multinationales, y compris nord-américaines sur la zone riche en pétrole et en minerais de l'Orénoque.

Contre les classes populaires, Chavez dévalue la monnaie, le bolivar, et augmente le taux de TVA. La valeur du dollar et les prix s'envolent. L'inflation atteint 30% et les salaires sont gelés. Il y a des coupes budgétaires dans la santé et l'éducation, des secteurs publics où les travailleurs doivent attendre des mois pour toucher leur paye.

À la même époque, la gabelle du système étatique de distribution alimentaire prend de l'ampleur. Les responsables chavistes ont accès à des crédits et des taux de change du dollar avantageux, censés les

aider pour leurs achats, mais ils spéculent sur les trois taux de change du dollar existants et détournent les marchandises vers les circuits du marché noir, par exemple en les expédiant en Colombie pour les faire revenir, plus chères, au Venezuela. Les gestionnaires peuvent aussi déclarer périmés des produits, pour obtenir de nouveaux budgets. Ils revendent au secteur privé les denrées presque périmées. La corruption marche si bien qu'ils oublient l'existence de 92 000 tonnes de nourriture avariée réparties dans 15 hangars et plus de 4 000 containers. En mai 2010, on les découvre dans l'État de Carabobo. Cela représente trois mois de nourriture du réseau gouvernemental!

Cette politique antiouvrière amène un premier recul des chavistes aux élections législatives de 2010 et provoque une explosion de colère. En 2011,

on recense plus de cinq mille protestations, 70% de plus que l'année d'avant.

En 2013, Nicolas Maduro succède à Hugo Chavez qui vient de mourir. La situation continue de s'aggraver, alors que le baril de pétrole est encore autour de 100 dollars. La politique d'austérité contre les classes populaires se poursuit. Les élections de 2015 se traduisent par une déroute des chavistes, qui sont mis en minorité à l'Assemblée nationale. Tandis que Maduro manœuvre pour conserver le pouvoir, l'inflation explose. Entre 2014 et 2017, elle grimpe de 68% à 1800% par an. Dès 2014, les pouvoirs publics cessent de mesurer le panier de la ménagère.

Les classes populaires sont soumises à de multiples restrictions, mais le régime continue de payer les intérêts de la dette à ses créanciers. Un décret de Maduro a encore élargi le pillage de la zone de prospection minière de l'Orénoque par les multinationales, qui bénéficient d'un régime d'exemption de taxes, totale ou partielle.

Des pillages de supermarchés éclatent en 2016. On en recense sept cents. La réponse de Maduro est brutale : la répression fait une douzaine de morts et des centaines de condamnations à de la prison. Les manifestations de protestation orchestrées par la droite, auxquelles se mêlent des chavistes déçus, reçoivent la même réponse. Selon une organisation de défense des droits de l'homme, Foro penal, il y aurait aujourd'hui 14000 prisonniers politiques au terme de cinq ans d'affrontements.

En juillet-août 2017 survient une accalmie. L'opposition de droite, poussée par les États-Unis, l'Union européenne et le Vatican, cherche à dialoguer avec le pouvoir. Cela offre un sursis à Maduro. Pour Noël 2017, le gouvernement fait des promesses mais elles ne sont

pas tenues : la population ne voit venir ni la viande de porc ni les jouets annoncés. Les manifestations reprennent, pour exiger nourriture et hausse des salaires. Le nombre de personnes considérées comme mal nourries grimpe alors de 2,8 à 4,1 millions. La mortalité infantile augmente de 30%. Il y a toujours plusieurs cours pour le dollar. Le gouvernement l'achète avec 10 bolivars, les entreprises avec 3000 bolivars mais il en vaut 200000 au marché noir.

Face aux pénuries de denrées et de médicaments, les réponses du gouvernement prétendu socialiste deviennent dérisoires : élever des lapins dans les logements, pratiquer une agriculture urbaine en pots sur les balcons et terrasses, revenir aux médecines ancestrales... La population répond avec ses pieds, les uns quittent le pays, les autres manifestent.

CHAVEZ : UN SOUTIEN POPULAIRE

Dans ses premières années, le régime chaviste n'avait pas manqué de soutiens populaires. Les travailleurs se sont mobilisés pour le défendre contre deux coups d'État, orchestrés par la bourgeoisie et les États-Unis.

Le chavisme est né en 1998 de l'effondrement du système politique mis en place en 1958, après la chute d'une dictature militaire. Le système Adeco repose pendant quarante ans sur l'alternance de deux équipes gouvernementales, la gauche de l'Acción Democrática (Action démocratique, AD) et la droite du Comité de Organización Política Electoral Independiente (Comité d'organisation politique électorale indépendante, Copei). Le glas sonne pour lui en 1989, quand le gouvernement AD de Carlos Andrés Pérez, lié à la social-dé-

mocratie, fait tirer sur la population révoltée par une hausse vertigineuse des prix. Selon les sources, il y a 1500, 2200 ou 3000 morts. Ce massacre ouvre une période incertaine qui voit grandir la figure d'Hugo Chavez, officier qui s'était fait connaître en 1992 lors de l'échec de son putsch, s'était reconverti à la voie électorale et qui remporte l'élection présidentielle de 1998. Il préside le Venezuela de 1999 à sa mort en 2013.

Après le marasme des années 1980, il apparaît comme un sauveur et bénéficie d'un fort soutien populaire. Il défend la souveraineté nationale et un accès des classes populaires à une part des richesses. Son succès ne plaît ni à la bourgeoisie, ni à l'état-major de l'armée, ni à l'Église, ni à la bureaucratie syndicale, ni aux États-Unis. Tous ces ennemis se coalisent pour l'écartier du pouvoir le 11 avril 2002. Le 12, les putschistes fêtent leur victoire. Chavez est leur prisonnier et le président du patronat est nommé chef de l'État avec la bénédiction de Washington. Mais, le 13, Chavez est libéré et reprend toute sa place.

Une impressionnante mobilisation populaire a changé la donne. Des centaines de milliers de personnes ont envahi les rues de la capitale Caracas et des principales villes, encerclant casernes et bâtiments officiels. Les casernes passent sous le contrôle des officiers et des troupes opposés au coup d'État. Libéré, Chavez prend la parole, un crucifix en main, pour calmer le jeu et laisser à ses opposants le temps de se ressaisir. Les juges, solidaires des putschistes, parlent d'un vide du pouvoir, pas d'un coup d'État. Cinq ans plus tard, c'est l'amnistie générale.

Chavez laisse ainsi ses opposants préparer une seconde tentative. Elle commence en décembre 2002. Les putschistes

sont, cette fois, les managers de PDVSA (Pétrole du Venezuela la société anonyme), la compagnie nationale gérante du secteur pétrolier, qui contrôle 95 % des ressources du pays. Ils ont participé au putsch d'avril 2002 mais Chavez a accepté qu'ils reprennent la direction, d'où ils organisent le sabotage de la distribution d'essence. Mais ils se heurtent à la résistance des travailleurs, qui restent à leur poste et qui parfois font plus encore. Dans la raffinerie de Puerto La Cruz, les ouvriers décident de faire tourner l'entreprise sous leur contrôle, ce qui n'est ni le programme des putschistes ni celui de Chavez. Les travailleurs élisent en assemblée générale des responsables de secteur et se découvrent capables de gérer une entreprise complexe, sans patron.

Les travailleurs se heurtent aussi à la vieille bureaucratie syndicale de la Centrale des travailleurs vénézuéliens, solidaire du management de PDVSA. Cela conduit à la création d'une nouvelle centrale, l'Union nationale des travailleurs (UNT).

Ce nouveau coup avorté renforce la popularité de Chavez,

qui dispose maintenant des ressources de PDVSA. Il lance les « missions sociales » vers les habitants des quartiers déshérités. Il renforce son partenariat avec Cuba : en échange de livraisons de pétrole, 40 000 médecins cubains sont envoyés exercer au Venezuela.

Dans les premières années, plusieurs de ces missions sont un succès, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Près de 3 millions de personnes apprennent à lire et 2,5 millions de patients accèdent à des soins. Mais ces solutions d'urgence ne règlent pas le problème du manque d'argent pour entretenir et moderniser les hôpitaux. Des centaines de grèves du personnel de santé s'accompagnent de dénonciations de la détérioration de leurs conditions de travail et de l'accueil des patients. En revanche, la réforme agraire est un échec. Les grands propriétaires défendent leurs terres en ayant recours à des hommes de main qui tuent des paysans. 1 % de la population, les grands propriétaires, possède toujours 40 % des terres, alors que 70 % des petits propriétaires se partagent 5 % des terres. Le régime ne réussit pas à produire les aliments les plus nécessaires, massivement importés.

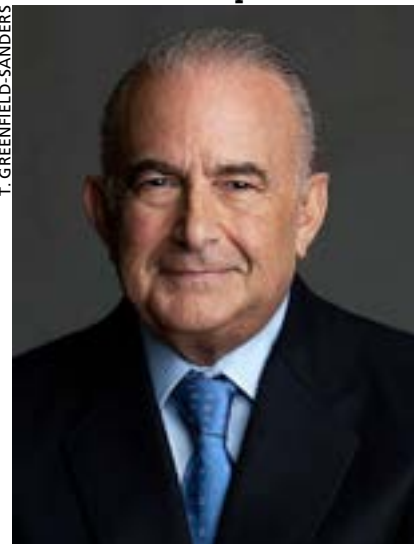
CHAVEZ SE RAPPROCHE DE LA BOURGEOISIE

Chavez a distribué des médailles aux travailleurs de la raffinerie de Puerto La Cruz, mais il ne pousse pas son avantage. S'il avait été un nationaliste aussi radical que les dirigeants castristes en 1959-1962, il aurait pu, en s'appuyant sur les travailleurs et la population, qui venaient de se mobiliser avec succès à deux reprises, nationaliser l'appareil économique et prendre l'avantage sur ses opposants à droite. Mais il prend la direction opposée : pour contrebalancer la force

des travailleurs, il cherche un compromis avec la bourgeoisie.

En 2003, Chavez accuse : « *Il y a un fasciste, un dirigeant du coup d'État. Il possède une chaîne de télévision au Venezue-*

Parmi les amis capitalistes de Chavez puis de Maduro :



Gustavo Cisneros



Albert Vollmer



Wilmer Ruperti

T. GREENFIELD-SANDERS

SANTA TERESA RUM

EL MERCURIO



Hugo Chavez portant le casque des travailleurs de l'entreprise pétrolière PDVSA.

LA CLASSE

la. Il s'appelle Gustavo Cisneros. [...] C'est un grand responsable et je le dénonce devant le peuple et le monde comme putschiste et fasciste. » Mais en juin 2004, il le rencontre en compagnie de l'ex-président américain Jimmy Carter et pactise avec lui. La ligne éditoriale des médias de Cisneros change en faveur de Chavez et son empire audiovisuel est favorisé par l'État contre ses concurrents. Même opération avec d'autres patrons comme Albert Vollmer des distilleries de rhum de Santa Teresa ou Wilmer Rupperti, un ancien de PDVSA, à la tête d'une entreprise de livraison des produits de PDVSA, mais qui n'a pas suivi les putschistes. Ce dernier est si satisfait de ce partenariat qu'il a payé les avocats des neveux de Maduro quand ceux-ci ont été accusés, en 2016, d'avoir transporté 800 kilogrammes de cocaïne aux États-Unis.

DERRIÈRE LE MIRAGE DU «SOCIALISME DU 21^e SIÈCLE»

Tandis qu'il favorise ainsi les capitalistes privés, Chavez radicalise son langage en direction des classes populaires. Le 1^{er} mai 2005, il évoque pour la première fois le «socialisme du 21^e siècle» devant une foule de travailleurs à qui il explique que le passage au socialisme vient de commencer. Dommage que ces travailleurs n'aient pas entendu ce qu'il avait déclaré, en novembre 2004, devant des militaires: «*Le but à long terme, sur le plan économique, personne ne peut avoir de doute là-dessus, c'est de dépasser le modèle capitaliste. Le modèle économique capitaliste est impossible à réaliser. Est-ce que le communisme est une alternative? Non! Ce n'est pas ce que nous mettons en œuvre maintenant; ici nous avons les grands objectifs de la constitution bolivarienne [une profession de foi nationaliste, NDLR], le mo-*

dèle d'économie sociale, l'économie humaniste, l'économie égalitaire. Nous ne nous préparons pas à éliminer la propriété privée, ni à mettre en œuvre la planification communiste. Nous n'allons pas aussi loin.»

En 2008, Chavez, as du double langage, organise un Rassemblement socialiste productif, où il n'est pas question de socialisme mais de lever des fonds pour les entreprises. Il vient de dévaluer le bolivar. Le patronat va bénéficier de taux préférentiels tandis que la population subit les effets de la perte de valeur de la monnaie, la hausse des prix. Les capitalistes applaudissent: «*Avec ces mesures destinées aux exportateurs, il est plus facile d'affronter la concurrence*», déclare l'un d'eux.

Et où est le socialisme dans les partenariats mis en place avec l'assureur de PDVSA Salazar Carreno, le banquier Victor Vargas, dont la Banque de discount prospère sur la dette du Venezuela, ou les importateurs de biens d'équipement Derwick et associés, rois de la surfacturation? À ceux-là et d'autres, il faut ajouter des membres du gouvernement, des chefs du parti chaviste et de l'armée, une «bolibourgeoisie» qui se développe à côté de la bourgeoisie traditionnelle. Au sommet trônent les militaires. Entre 1999 et 2013, plus de 1 600 d'entre eux ont eu des responsabilités gouvernementales à divers niveaux.

Les militaires sont les seuls fonctionnaires bénéficiant d'augmentations de salaire égales ou supérieures à l'inflation. Leur cohésion derrière le régime chaviste découle de leur implication dans les affaires, notamment les achats d'armes avec la Russie, la Chine, le Brésil, l'Espagne et les États-Unis. En outre, ils contrôlent les frontières et les ports, et donc les échanges économiques, licites ou pas. Dès 2013, Maduro multiplie les entreprises dirigées

par des militaires dans tous les secteurs d'activité. Depuis 2016, les militaires supervisent aussi le ravitaillement. Dix-huit produits de première nécessité, du lait aux médicaments en passant par le papier toilette, sont sous le contrôle d'autant de généraux. L'armée est devenue la colonne vertébrale du régime, d'autant plus qu'au fil des ans il perd des soutiens populaires.

L'arrangement du régime avec la bourgeoisie avait été présenté comme une société mixte qui profiterait à tous, mais il a surtout servi la bourgeoisie, qui a vu grandir ses parts du produit national. Le privé contrôle aujourd'hui 70% du produit intérieur brut contre 30% au secteur public, chaviste. Le secteur coopératif, mis un temps en avant, ne représente que 1%. Entre 2002 et 2012, les banques ont triplé leur part du produit national.

Et, malgré les déclarations anti-impérialistes parfois tonitruantes de Chavez, les activités des multinationales n'ont jamais cessé de se renforcer: Chevron, Chrysler, Coca-Cola, General Motors, Halliburton, Kraft Heinz, McDonald's, Mitsubishi, Pepsi-Cola, Procter & Gamble, Toyota, ainsi que deux mille grandes entreprises européennes. Rien n'est fait pour contrecarrer l'emprise économique de la bourgeoisie. Pire, tout est mis en œuvre pour favoriser et la bourgeoisie nationale et le capital étranger.

UNE POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE CONSTANTE

Comment peut-il être question de socialisme ou de communisme sans encourager l'action consciente et organisée de la classe ouvrière elle-même? Parallèlement à l'orientation économique favorable à la bourgeoisie, Chavez puis Maduro ont mené une guerre sans relâche aux travailleurs en lutte.

Dès sa création en 2003, la nouvelle centrale syndicale UNT est paralysée par un conflit entre l'aile combattive qui a fait capoter le coup de force de PDVSA, dans laquelle on compte des militants ouvriers du courant moréniste – un courant divisé, fondé par le trotskyste argentin Nahuel Moreno, et qui a essaimé dans plusieurs pays d'Amérique latine – et ceux qui souhaitent s'inféoder au régime avec un slogan explicite : « Chavez d'abord ». Cela s'envenime au point que des hommes de main de la mafia syndicale chaviste abattent plusieurs militants ouvriers, parmi lesquels Richard Gallardo, dirigeant syndical influent dans l'État d'Aragua où les travailleurs se sont mobilisés à plusieurs reprises contre les attaques de Chavez. Ce militant moréniste est assassiné en 2008 avec deux de ses camarades. Un crime resté impuni. Le gouvernement s'est attaqué aussi à Orlando Chirino, vétéran moréniste et coordinateur du syndicat UNT. Il est licencié de son emploi chez PDVSA. Cela déclenche une campagne nationale en sa faveur, qui arrache sa réintégration... jamais appliquée.

Pour réduire les droits des travailleurs, le gouvernement et les inspecteurs du travail signent des contrats collectifs avec des syndicats complaisants avec le régime. Quand cela déclenche des réactions, le gouvernement réprime violemment. Ceux qui occupent leur usine sont expulsés par la police. Des mesures juridiques s'ajoutent pour criminaliser les luttes ouvrières, sans toutefois les faire disparaître.

En 2008, l'usine sidérurgique Sidor, appartenant au groupe argentin Techint, est en plein processus de renationalisation. En mars, les ouvriers se mettent en grève pour les salaires, bloqués depuis deux ans. Les militants ouvriers établissent un plan de lutte avec arrêt de la

production et manifestations massives. Les grévistes sont traités de putschistes par un ministre qui propose un référendum sur les salaires, rejeté par les ouvriers par 3338 voix contre 65. Le 9 mars, une centaine de syndicats de tout le pays, mais aussi du Brésil et d'Argentine, se rassemblent en solidarité. Les grévistes exigent la démission d'un ministre et que Chavez s'engage. Ce dernier n'a d'autre choix que de se prononcer pour la nationalisation. Mais, par la suite, les salaires sont à nouveau gelés, les capacités de production réduites et le syndicat combatif muselé. Les travailleurs de Sidor ont continué néanmoins de multiplier les grèves pour défendre leurs droits, au point qu'en 2014 trois ouvriers sont arrêtés et emprisonnés huit mois.

En 2011, le mécontentement ouvrier s'exprime massivement à propos des conventions collectives. Celles de deux millions de travailleurs du secteur public n'ont pas été revalorisées depuis sept ans. Des dizaines de milliers d'ouvriers de la métallurgie travaillent avec un contrat ayant expiré depuis un an. Et cent mille travailleurs du pétrole avec un contrat périmé depuis deux ans.

En 2012, Chavez impose par décret une contre-réforme, la loi organique du travail et des travailleurs, qui réduit le droit de s'organiser et augmente les chicanes du ministère du Travail pour entraver la création de sections syndicales. S'y ajoute une loi « antiterroriste », qui restreint les zones où les travailleurs peuvent faire grève. Toutes ces mesures ont aidé Maduro à imposer une réduction importante des salaires, déjà rongés par l'inflation, et des conditions de travail plus précaires.

L'échec du chavisme n'est pas celui du socialisme ou du communisme, c'est l'échec des chimères réformistes qui

veulent faire croire que l'on peut trouver un compromis entre les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs, alors qu'ils sont irrémédiablement opposés. On ne peut servir deux maîtres. Ce qui est accordé à la bourgeoisie diminue les ressources de la classe ouvrière et des opprimés. La fonction remplie par Chavez et son régime n'a pas été de chercher l'équilibre entre bourgeois et prolétaires, comme il le prétendait, mais de calmer les exigences des travailleurs et des opprimés et permettre ainsi au capital de prospérer.

L'IMPÉRIALISME RESSORT SES GRIFFES

La crise du régime chaviste a réveillé les appétits des grandes puissances, et d'abord ceux de l'impérialisme américain. Les immenses réserves de pétrole à quelques heures des États-Unis sont un des enjeux. Mais il y a aussi la reconquête politique en cours en Amérique latine, où des hommes de droite, plus à l'unisson de Washington, comme en Argentine et au Brésil, retrouvent le pouvoir.

À partir de 2015 sous Obama, puis avec Trump depuis 2017, les États-Unis ont multiplié les sanctions économiques contre un régime à cours de liquidités, dans un pays dont la population se débat pour survivre. Ils gèlent les avoirs du Venezuela, en devises ou en or, dans différentes banques internationales. La plus emblématique de ces mesures a été la saisie des résultats de Citgo, la filiale de PDVSA opérant aux États-Unis.

Au pouvoir depuis janvier 2017, Donald Trump s'est entouré d'une équipe de faucons qui souhaitent régler son compte au Venezuela : le vice-président Michael Pence ; le chef de la sécurité nationale John Bolton, théoricien de la « guerre préventive » ; Elliott Abrams,

associé il y a trente ans aux massacres des populations d'Amérique centrale et architecte de l'invasion de l'Irak en 2003.

Michael Pence a poussé le quasi inconnu député de droite Juan Guaidó à se proclamer président en lieu et place de Nicolas Maduro, président élu. La tentative de faire pénétrer un convoi humanitaire, qui aurait assis Guaidó au sommet de l'État, a échoué le 24 février. L'objectif des États-Unis n'avait rien d'humanitaire. C'était une torpille contre le régime chaviste. John Bolton parle maintenant de faire tomber le régime des Ortega au Nicaragua. Pour mieux se tourner ensuite vers le Venezuela, car le bras-de-fer n'est pas terminé. Guaidó se demande maintenant s'il ne va pas être arrêté à son retour à Caracas.

Avec un bel ensemble, une soixantaine d'États du monde impérialiste, dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, soutiennent les manœuvres de Washington et reconnaissent le président autoproclamé Guaidó comme légitime. Là encore, le sort de la population du Venezuela, des ouvriers et des paysans pauvres qui paient au prix fort l'incurie du régime, importe peu. Tous ces gouvernements veulent une place dans la curée impérialiste qui suivrait la chute de Maduro.

Commentant en 1938 l'attitude face à l'impérialisme britannique du Mexique de Cardenas – un régime pas moins nationaliste que celui des chavistes, mais qui osa nationaliser les compagnies pétrolières nord-américaines et mettre en œuvre une ample réforme agraire –, Léon Trotsky écrivait : « Sans succomber aux illusions et sans crainte de la calomnie, les ouvriers avancés soutiendront totalement le peuple mexicain dans sa lutte contre les impérialistes. L'expropriation du pétrole, ce n'est ni du



Assemblée générale des travailleurs de Sidor, principale aciérie du Venezuela, en 2014.



Enseignants récemment en lutte pour un « salaire digne ».

socialisme ni du communisme. Mais c'est une mesure hautement progressiste d'autodéfense nationale. [...] Le prolétariat international n'a aucune raison d'identifier son programme avec le programme du gouvernement mexicain. Les révolutionnaires n'ont nul besoin de changer de couleur, de s'adapter et de jouer les flatteurs à la manière de [...] ces courtisans qui, au moment du danger vont vendre et trahir le camp le plus faible. Sans abandonner sa propre identité, chaque organisation ouvrière honnête dans le monde entier [...] a le devoir de prendre une position intransigeante face aux brigands impérialistes, leur diplomatie, leur presse et leurs

mercenaires fascistes. La cause du Mexique [...] est la cause de la classe ouvrière internationale. La lutte autour du pétrole mexicain n'est qu'une des escarmouches de la ligne avancée des batailles à venir entre les oppresseurs et les opprimés. » On peut aujourd'hui remplacer Mexique par Venezuela.

Mais faire avancer la cause du communisme, aucun nationaliste, aussi radical soit-il, ne peut le faire. Seul le prolétariat révolutionnaire, c'est-à-dire conscient de ses objectifs et organisé dans son parti, prenant la tête de tous les opprimés, peut engager résolument ce combat.

4 mars 2019



LDC

Gouvernement italien : la façade antisystème se fissure, les idées réactionnaires restent

Les élections législatives et sénatoriales du 4 mars 2018 avaient consacré l'effondrement des partis traditionnels de gouvernement, au profit du Mouvement 5 étoiles (M5S), devenu premier parti du pays, et représenté par Luigi Di Maio. Avec des résultats moins élevés, mais progressant dans tout le pays, la Ligue, le parti d'extrême droite xénophobe et raciste dirigé par Matteo Salvini, était l'autre grand vainqueur. Deux mois de tractations entre les deux partis avaient abouti à la formation d'un gouvernement bicéphale, à l'équilibre politique précaire.

Un an après ce qui fut qualifié de séisme politique par les commentateurs, quel est le bilan de ce gouvernement ? Si on ne peut attendre des élections qu'elles changent la vie, elles peuvent servir à mesurer l'opinion. Les élections régionales qui ont eu lieu en Sardaigne le 24 février ont mis en évidence la chute impressionnante du Mouvement 5 étoiles, qui y avait obtenu plus de 40 % des voix aux législatives de 2018 et récolte à peine plus de 11 % cette fois-ci. Ce recul spectaculaire confirme celui que le M5S avait enregistré quinze jours plus tôt dans les Abruzzes, ne parvenant qu'en troisième position aux régionales, derrière la coalition de centre-droit et même celle de centre-gauche.

EN TANDEM AU GOUVERNEMENT

Bien que grand vainqueur des élections générales de mars 2018, le Mouvement 5 étoiles ne pouvait accéder au gouvernement qu'à condition de trouver un allié, en l'absence d'une majorité suffisante pour

gouverner seul. Luigi Di Maio, le trentenaire en costume-cravate qui remplace à la tête du M5S le comique échevelé et moins présentable Beppe Grillo, s'est alors défini « *pragmatique et sans dogmatisme* ». Il a multiplié les ouvertures, ne négligeant aucun interlocuteur, du Parti démocrate (PD) à la Ligue, une largeur de vue revendiquée par le père fondateur du M5S. Beppe Grillo déclarait en effet au lendemain des élections : « *Nous sommes en partie de droite, en partie de gauche, [...] capables de nous adapter à toutes les circonstances.* » Une souplesse d'échine qui allait se révéler bien pratique.

Di Maio avait déclaré autrefois qu'en tant que Napolitain, il ne pouvait envisager de discuter avec un parti qui avait souhaité voir Naples emporté par une éruption du Vésuve. Mais cela appartenait au passé, puisque ces propos dataient du temps où la Ligue était encore la Ligue du Nord, dont la démagogie xénophobe ciblait les Méridionaux, accusés de vivre aux crochets du Nord industriel. Depuis, sous la hou-

lette de Salvini, l'organisation était partie à l'assaut de l'électorat de tout le pays. Devenue la Ligue tout court, elle attribuait désormais la responsabilité de l'appauvrissement des classes populaires, de l'insécurité et de tout ce qui va de travers aux migrants plutôt qu'aux Calabrais ou aux Siciliens.

Le M5S n'avait pas hésité lui aussi à céder à la démagogie antimigrants pendant la campagne électorale : ce n'était donc pas cela qui rendait la Ligue infréquentable à ses yeux. Quant à la promesse de ne pas sombrer dans la compromission avec des partis de gouvernement, il lui suffit de la transformer en serment d'exclure tout accord avec des politiciens concernés par des affaires judiciaires.

Du côté de la Ligue, on se contenta de dire que les discussions avec le M5S étaient satisfaisantes. Salvini déclara : « *On ne se connaissait pas bien, mais il s'agit de gens raisonnables.* » Le M5S était d'autant plus raisonnable à ses yeux que Di Maio était prêt à satisfaire son exigence d'obtenir le ministère de l'Intérieur.



Di Maio (à gauche), ministre du travail M5S et Salvini (à droite), ministre de l'Intérieur de La Ligue, lors d'une commémoration le 18 janvier 2019.

DUEL AU SOMMET

Ainsi est né une sorte de gouvernement bicéphale, théoriquement dirigé par le président du Conseil des ministres, Giuseppe Conte, mais flanqué de deux vice-présidents avec Salvini, également ministre de l'Intérieur, et Di Maio, également ministre du Travail.

Dès les premières semaines de ce mariage de raison, les deux vice-présidents, et à travers eux leurs deux partis, ont été en concurrence pour occuper le devant de la scène politique et médiatique. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agissait de marquer des points dans l'opinion, avant les prochaines élections. Salvini est le maître du petit jeu qui consiste à se répandre en propos plus ou moins outranciers, toujours démagogiques et le plus souvent répugnants. Il a entamé, dès ses premiers jours au poste de ministre de l'Intérieur, une offensive de propagande contre les migrants, les assimilant à des délinquants profiteurs auxquels il annonçait que « la fête était finie ». Les ONG secourant les naufragés en mer étaient qualifiées d'entreprises « mafieuses complices des isla-

mistes », auxquelles il était légitime d'interdire d'accoster dans les ports italiens.

Salvini ne recule devant aucune déclaration odieuse, pourvu qu'elle lui permette d'occuper le terrain et de s'adresser à son électorat traditionnel, celui des petits bourgeois du nord du pays, réactionnaires et inquiets de la dégradation de leur niveau de vie. Le chanteur qui a gagné l'édition du festival de San Remo est italo-égyptien ? Il s'empresse de twitter qu'il préférerait un autre concurrent, plus italien à ses yeux. Un petit entrepreneur de Piacenza, petite ville de la plaine du Pô, est incarcéré pour tentative de meurtre, après avoir tiré sur un petit voleur qui était déjà maîtrisé ? Salvini lui rend visite en prison car, explique-t-il : « *Ceux qui sont agressés doivent avoir le droit de se défendre.* » Faut-il préciser qu'il ne se préoccupe pas de la même manière des victimes des agressions racistes qui se multiplient depuis que son gouvernement est en place ?

Les premiers mois d'activité du nouveau gouvernement ont été consacrés à la mise en scène et à l'élaboration de mesures contre les migrants. Parmi elles, le « décret sécu-

rité » durcit les conditions de séjour et d'accès au travail, au logement, des réfugiés. Il abolit en particulier le permis de séjour humanitaire qui pouvait être délivré pour une durée de deux ans, ainsi qu'un système d'aides qui permettait aux communes de dispenser des cours de langue, d'aider à différents aspects de l'intégration locale. Mais ils s'accompagnent aussi de mesures qui visent le droit de manifester lui-même.

Ces mesures, qui pointent les migrants comme responsables de l'aggravation de la situation des classes populaires, ont permis à Salvini d'apparaître comme un ministre agissant sans langue de bois. Cela a conforté son électorat traditionnel, mais sa politique rencontre aussi l'approbation d'une partie des classes populaires et des travailleurs sans perspectives. Et cela d'autant plus facilement que Salvini, pour développer sa politique xénophobe, a pu s'appuyer sur un climat antimigrants entretenu par les médias et par l'ensemble des politiciens. Le M5S ne fait d'ailleurs pas exception. Même si Di Maio s'exprime de manière moins outrancière sur la question, ce n'est pas sur la politique antimigrants qu'il s'est opposé à Salvini.

MESURES SOCIALES : DES PROMESSES À LA RÉALITÉ

Le jeune et dynamique Di Maio a donc bien du mal à exister au côté de son encombrant allié. À la recherche d'occasions de faire le buzz, il a rencontré des gilets jaunes en France, quitte à provoquer un petit incident diplomatique avec Macron. Mais cela ne lui suffit pas à rattraper l'omniprésent Salvini.

Ministre du Travail, Di Maio prétendait être celui qui allait « porter un coup mortel à la précarité ». Mais le M5S a beau se

vanter d'être sans programme dogmatique, il n'en est pas moins responsable vis-à-vis de la grande bourgeoisie. Il n'était donc pas question de prendre la moindre mesure écornant les intérêts de celle-ci. En fait de coup mortel, le « décret dignité » que Di Maio a fait passer au mois d'août est à peine une égratignure. Il se contente de limiter théoriquement la durée d'utilisation de contrats en CDD à 24 mois maximum et de passer de cinq renouvellements possibles à quatre, le tout étant assorti de toute sorte de motifs d'exemption. Pire, le système des vouchers, sortes de chèques-emploi permettant d'employer des travailleurs quelques heures ou une demi-journée, a été étendu à de nouveaux secteurs, du tourisme à l'agriculture en passant par la fonction territoriale. On est loin de la suppression du Jobs act, la version italienne de la loi travail adoptée en 2014 sous Matteo Renzi, suppression évoquée par le M5S pendant la campagne.

Di Maio avait une autre mesure sociale phare dans son programme. La promesse d'instaurer un revenu universel citoyen lui a valu des résultats élevés dans les régions les plus pauvres du sud du pays, où plus de la moitié des actifs sont au chômage. En Sardaigne, dans la région minière du Sulcis dont l'activité a chuté des trois quarts, le chômage des jeunes atteint 78 % et plus d'un quart des habitants sont au chômage. Autrefois bastion rouge, cette région avait voté en mars 2018 à 43 % pour le M5S.

Tout comme il avait triomphalement annoncé la fin de la précarité avec le décret dignité en août, Di Maio présentait en septembre l'inscription du revenu citoyen dans le projet de budget comme marquant « l'abolition de la pauvreté ». Six mois plus tard, on en était à la mise en place des démarches

à effectuer pour espérer commencer à toucher le revenu en avril. À 780 euros mensuels maximum pour une personne seule, on est loin d'un revenu permettant de sortir de la pauvreté, et son attribution est assortie de tant de conditions et de restrictions qu'il n'aura vraiment rien d'universel. Il commence d'ailleurs par exclure toute une partie des travailleurs immigrés puisqu'il faudra, pour le toucher, résider depuis au moins dix ans en Italie, dont les deux dernières années de manière continue.

Le revenu citoyen est conditionné par des mesures qualifiées avec mépris d'« antidivan ». Afin de ne pas entretenir les prétendus fainéants, il est prévu que les futurs allocataires ne peuvent refuser de participer aux projets d'intérêt général de leurs communes, ce qui les oblige à fournir plusieurs heures de travail gratuit chaque semaine. Ils doivent également s'inscrire dans un programme, le Pacte pour le travail et la formation, censé proposer des offres de formation et d'emploi.

Durant la première année, les bénéficiaires du revenu citoyen seront tenus d'accepter la première offre de travail dans un rayon de 100 km, sans que les conditions de revenu, de qualification ou le type de contrat soient vraiment précisés. En cas de refus, la zone géographique s'étend à 250 km pour la deuxième offre et à toute l'Italie pour la troisième. Au bout d'un an, même la première offre peut se situer à 250 km du domicile. Dans sa grande bonté, le ministre a prévu que, dans les familles ayant un handicapé à charge, les offres de travail ne pourraient être éloignées de plus de 250 km du domicile !

Face à toutes ces contraintes et obligations pour les bénéficiaires, le dispositif prévoit, comme il se doit, des incitations pour « encourager » les en-

treprises daignant embaucher des bénéficiaires du revenu citoyen. Au patronat les subventions et les cadeaux fiscaux, aux travailleurs privés d'emploi les contraintes, le travail à n'importe quelles conditions et dans n'importe quelles conditions. La mesure « révolutionnaire » de Di Maio est finalement tout à fait dans l'air du temps.

Et la Ligue dans tout cela ? À côté de la propagande antimigrants, faire passer « *les Italiens d'abord* » devait se traduire aussi par quelques promesses sociales. Celles de Salvini concernaient les retraites et l'abolition de la loi Fornero, qui a fait passer en 2011 l'âge de la retraite à près de 67 ans. Le gouvernement n'a bien entendu pas aboli la loi Fornero, la bourgeoisie ne l'aurait pas accepté. Il met donc en place un « coefficient 100 », permettant un départ anticipé en retraite à ceux ayant atteint 38 années de contribution et l'âge de 62 ans. À condition, bien sûr, de pouvoir se le permettre, car la pension sera alors amputée de montants non négligeables. Autant dire que l'abolition de la loi Fornero n'aura servi que de miroir aux alouettes.

LE M5S À L'ÉPREUVE DU COMPROMIS

Les deux vice-présidents, alliés au gouvernement et rivaux politiques, cherchent surtout à rassurer leur électorat traditionnel et à gagner du terrain dans l'opinion. La stratégie s'avère payante pour la Ligue de Salvini et désastreuse pour le Mouvement 5 étoiles si l'on en croit les élections régionales récentes.

Le M5S n'a cessé de perdre du terrain au profit de la Ligue. Il n'a pourtant pas rechigné à l'accompagner sur les pires terrains, ne dédaignant pas les diatribes anti-Europe et nationalistes, contre ceux qui

TERRANUOVA.IT



Manifestation d'opposants au TGV Lyon Turin (TAV), fin 2018 : « Nous étions là, nous serons là, maintenant et toujours ».

veulent « exploiter l'Italie », ni même le terrain antimigrants, en prenant position contre « l'angélisme » de ceux qui voudraient accueillir « toute la misère du monde ». Les reculades successives de Di Maio ont été jusqu'à remettre en cause les rares engagements du M5S. C'est le cas en ce qui concerne le projet de construction de la TAV, la ligne à grande vitesse qui devrait relier Lyon à Turin. L'opposition résolue et définitive à la LGV était l'un des rares points fermes d'un M5S se vantant d'être libre de toute idéologie. La Ligue de Salvini en est au contraire une chaude partisane. Cela traduit la volonté de la bourgeoisie petite et grande du nord du pays, qui veut cette ligne à grande vitesse et surtout les marchés profitables qu'elle peut attendre de ses chantiers gigantesques. La construction de la ligne à grande vitesse fait encore l'objet de tractations entre les deux têtes du gouvernement et le clan M5S freine toute décision, au moins jusqu'aux élections européennes. Ses électeurs ont cependant déjà dû avaler la couleuvre de voir le ministre M5S des Transports et de l'Infrastructure accepter la publi-

cation des appels d'offres pour une nouvelle série de grands travaux nécessaires au creusement du tunnel.

Le M5S s'est également aplati derrière la Ligue lorsque le tribunal de Catane a lancé une procédure contre Salvini pour séquestration de personnes, à la suite de l'interdiction de débarquer des migrants recueillis par le navire *Diciotti*. Pour faire aboutir les poursuites, il aurait fallu faire voter la levée de son immunité par les parlementaires. Le sort de Salvini dépendant alors des députés 5 étoiles, le M5S a décidé d'organiser un vote en ligne de ses adhérents, dont la question alambiquée revenait à se prononcer sur le fait de poursuivre ou non Salvini. Non sans plusieurs couacs du système, le vote finit par donner une majorité choisissant d'épargner le ministre de l'Intérieur. Di Maio a pu ainsi s'abriter derrière la démocratie participative pour maintenir l'unité du gouvernement et continuer à couvrir les décisions les plus odieuses de Salvini.

UNE BAUDRUCHE QUI SE DÉGONFLE

Au fil des mois, le M5S a accumulé les compromissions et les reculades. Il a abandonné les propositions vaguement progressistes ou écologistes de son programme fourre-tout pour s'aplatir derrière son allié et rival d'extrême droite, auquel il aura finalement servi de faire-valoir et de marchepied.

Les quelques mois au gouvernement du Mouvement 5 étoiles le confirment : le fait de se proclamer sans idéologie et sans structure ne garantit en rien le respect de ses promesses ou la fidélité à des engagements que le M5S avait pourtant veillé à réduire au minimum.

Pour le Mouvement 5 étoiles, il n'était de toute façon pas question de s'attaquer aux causes du recul des conditions de vie des classes populaires. Depuis sa fondation en 2009, le M5S a désigné l'État et la classe politique comme responsables de tous les maux et de toutes les inégalités. La grande bourgeoisie est d'autant mieux exonérée de toute responsabilité qu'elle n'existe pas. Pour le M5S, la société se divise entre d'honnêtes citoyens qui veulent travailler, de l'ouvrier au grand patron, et des politiciens et des fonctionnaires profiteurs corrompus qui s'enrichissent à leurs dépens.

Il n'est en fait pas surprenant qu'une telle organisation opportuniste, se revendiquant « sans programme dogmatique », ait fini par adopter les idées les plus réactionnaires dans l'air du temps, glissant du nationalisme anti-Europe aux positions antimigrants.

Cette évolution est difficile à digérer pour la partie de l'électorat du M5S constituée de déçus de la gauche traditionnelle. Bien sûr, les raisons de se détourner de la coalition de centre-gauche et du PD qui

en constitue l'élément le plus important ne manquent pas. C'est sous la direction du PD que les précédents gouvernements, conduits par Renzi, puis Gentiloni, ont mené sans complexe une véritable guerre aux travailleurs, au nom de la modernité. Et en ce qui concerne les scandales de corruption et ces « petits arrangements entre amis » qui alimentent à juste titre le dégoût envers les politiciens, les dirigeants du PD, du niveau local au niveau national, sont aussi régulièrement épinglés.

Nombre de ces électeurs de gauche avaient été attirés par les promesses du M5S de « *faire de la politique autrement* », d'être un mouvement de citoyens, à l'opposé de la caste des politiciens corrompus. Le M5S apparaissait comme une alternative au PD, le parti de centre-gauche vieux routier du pouvoir, constitué des restes du Parti communiste autodétruit associés à ceux de la Démocratie chrétienne, l'ancien grand parti de droite. On voit ce qu'il en est aujourd'hui.

EFFERVESCENCE PRÉÉLECTORALE

À trois mois des élections européennes, les petits calculs et les grandes ambitions politiques motivent toutes les organisations, vieux routiers de l'alternance droite-gauche comme nouveaux venus.

Le gouvernement à deux têtes Salvini-Di Maio permet à la Ligue de laminer progressivement le M5S. Salvini marque des points chaque jour face à un Di Maio qui s'efface derrière lui, obéit à ses injonctions et accepte finalement tous ses diktats pour maintenir la majorité en place. Cette tactique permettra sans doute le retour de la coalition de centre-droit traditionnelle sur le devant de la scène, avec cette fois-ci l'extrême droite de Salvini aux commandes, largement devant le parti de l'inoxydable Berlusconi, Forza Italia.

Du côté de la coalition du centre-gauche aussi, les critiques se focalisent contre le M5S. Pour le PD, il s'agit de reconquérir la partie de son élec-

torat égarée de ce côté. Muni de nouveaux dirigeants après avoir écarté Renzi, désormais trop impopulaire, le PD veut regagner une partie de cet électorat de gauche perdu. Mais d'un point de vue social, si le PD critique le gouvernement Salvini-Di Maio, c'est sur sa droite. Il déplore en effet que l'argent public soit dépensé dans des mesures sociales comme le revenu de citoyenneté, au lieu d'être investi dans les grands travaux ou les programmes d'aide au développement des entreprises que le patronat réclame.

L'unique perspective que le PD offre aux travailleurs et à tous ceux qui s'inquiètent de constater la progression de l'extrême droite est donc d'en revenir à l'alternance typique entre gouvernement de centre-droit et gouvernement de centre-gauche, avec de nouveaux sacrifices en perspective pour l'ensemble des classes populaires, au nom du développement de l'économie. Cela suffit à mesurer l'impasse que représente cette politique pour les intérêts des travailleurs.



À Milan le 2 mars, la manifestation contre le racisme : « D'abord les gens », contre le slogan de campagne de Salvini, « D'abord les Italiens ».



IL MANIFESTO

Lors des manifestations des éleveurs sardes contre la baisse du prix du lait.

**POUR DÉFENDRE
LEURS INTÉRÊTS,
LES TRAVAILLEURS
DOIVENT AVOIR
UNE POLITIQUE**

Lors des élections de mars 2018, un syndicaliste de la CGIL expliquait ainsi le résultat historique du M5S et de la Ligue en Sardaigne: «*La déception créée par les partis de gouvernement provient de ces six années de fermetures d'usines, pendant lesquelles aucune alternative n'a été créée pour les travailleurs. Voilà pourquoi les citoyens de cette région se sentent trahis et prêts à essayer tous les autres, sans plus aucun repère politique.*»

Un an plus tard, les conditions de vie et de travail des classes populaires ne se sont pas améliorées. De nombreux travailleurs sont condamnés aux bas salaires des coopératives, auxquelles les grandes entreprises

et les collectivités locales soustraient toutes sortes de secteurs d'emploi à moindre coût. D'autres travaillent au noir pour des salaires ne dépassant pas les 700 euros. Et, pour ceux qui ont encore un contrat moins précaire, la situation n'est pas meilleure. Les vagues de licenciements s'accompagnent, pour ceux qui restent, de rythmes de travail toujours plus durs et plus dangereux. Les accidents du travail se multiplient et l'Italie est devenue l'un des pays riches où l'on meurt le plus au travail.

Dans la situation de crise que connaît le capitalisme, la politique de la grande bourgeoisie ne peut aller que dans le sens d'une aggravation de l'exploitation qui ne pourra qu'entraîner des réactions. Et si les dernières semaines ont été marquées par l'explosion de la colère des éleveurs sardes, confrontés à la chute du prix du lait de brebis, certaines catégories de tra-

vailleurs tentent aussi de lutter pour se défendre.

Mais ces réactions pour se défendre des attaques subies doivent aussi entraîner une prise de conscience politique. Or, aujourd'hui, ce sont les idées les plus réactionnaires, de repli derrière les frontières et de guerre entre pauvres, qui ont le dessus. C'est pour l'instant la Ligue de Salvini qui les incarne avec le plus de succès, y compris dans une fraction de la classe ouvrière laissée sans perspectives politiques. Ce recul est gros de dangers, pour la classe ouvrière comme pour toute la société. Face au capitalisme en crise, il faut que les idées communistes révolutionnaires reprennent leur place dans la classe ouvrière. Afin de redonner des perspectives aux travailleurs et un avenir à toute la société, il faut que des militants les incarnent.

5 mars 2019



LDC

Russie : Poutine, le démagogue Navalny et un mécontentement social persistant

Le 20 février, comme chaque année, le président russe Vladimir Poutine a tenu un grand show médiatique : il s'est adressé aux députés et sénateurs réunis, devant les caméras de toutes les chaînes de télévision. À en juger par le contenu de son « adresse au Congrès », il avait à l'esprit, sinon sous les yeux, la teneur d'un récent sondage de l'institut indépendant Levada. Mené dans 52 régions, celui-ci fait apparaître qu'une majorité de personnes interrogées souhaitent la démission du gouvernement, du jamais vu ; que 57 % d'entre elles pointent l'incapacité du gouvernement à enrayer la hausse des prix et le déclin du pouvoir d'achat des salaires, des pensions ; et que 46 % dénoncent le manque d'emplois.

UNE CRISE DE CONFIANCE

Cette allocution se voulait une « réponse directe à la sérieuse crise de confiance dans le pouvoir qui affecte la population », selon la revue économique *Expert* du 25 février. La première et principale partie de son discours (70 minutes sur une heure et demie), Poutine l'avait placée sous le signe de la lutte contre la pauvreté, de l'annonce de mesures dites de soutien social. Et d'insister : « Dans un délai des plus rapprochés, les gens doivent pouvoir constater de réels changements qui améliorent leur vie », en reprochant à son gouvernement de ne pas l'avoir fait plus tôt. Une posture qu'il affecte depuis deux décennies : celle du « bon tsar » à l'écoute son peuple, qu'il protégerait contre les « méchants boyards » que sont certains ministres, des hauts fonctionnaires ou des oligarques...

Le problème pour Poutine, et pour le régime russe actuel

qui repose jusqu'à un certain point sur l'aura de son chef, est que si ce dernier bénéficie encore de la confiance d'une majorité de la population, selon les mêmes sondages, sa cote de popularité a nettement chuté. Cela en quelques mois. Il y a moins d'un an, il avait réussi à se faire réélire triomphalement à la présidence de la Fé-

dération de Russie. Mais entre-temps, il y a eu les trois mois de contestation dans la rue d'une série de mesures antipopulaires du pouvoir : la hausse de la TVA et surtout un fort recul de l'âge de départ en retraite pour les salariés, les femmes étant plus durement frappées que les hommes. Depuis, le régime et son chef n'ont toujours



EPA/MAHRPP

Manifestation à Moscou contre la réforme des retraites, le 22 septembre 2018. « Ennemi du peuple » dit chaque pancarte. Au centre : Poutine.

OLGA POURCHEL



Contre la fermeture de la maternité de Ziouzino (un des districts de Moscou), manifestation du personnel et de la population, en 2008.

pas réussi à remonter la pente d'une impopularité relative, mais qui dure.

LA FAIBLESSE D'UN « RÉGIME FORT »

Le discrédit de leurs dirigeants est une donnée de la vie politique des grands États. On le constate partout, et ce phénomène s'accroît avec la crise, les classes possédantes et dominantes exigeant de ceux qui sont aux commandes qu'ils pressurent toujours plus les classes laborieuses. Un Macron qui a cristallisé sur sa personne la colère des gilets jaunes, ou avant lui les Hollande, Sarkozy, etc., qui avaient été vomis pour les mêmes raisons, cela n'a rien d'exceptionnel. Mais, dans tous les pays capitalistes développés, l'appareil politique de la bourgeoisie a depuis longtemps mis en place des mécanismes permettant de remplacer, sans heurts pour le système, ceux de ses dirigeants qui s'usent au service de la classe possédante. C'est l'essence même de la démocratie bourgeoise.

En Russie, le discrédit de celui qui exerce le pouvoir suprême pose au régime un problème d'une autre nature et ampleur qu'en Occident. Et cela pour

toute une série de raisons liées à ce qu'a été l'Union soviétique, à ce qu'elle a légué à la Russie d'Eltsine, puis de Poutine, et au fonctionnement, à l'organisation de l'État qui en découlent. On pourrait résumer cela en un mot : son étatisme. Sous Staline, l'État et particulièrement sa police étaient assez forts pour étouffer, écraser toute voix discordante. Malgré son autoritarisme et ses méthodes musclées, Poutine n'a évidemment pas les mêmes moyens d'imposer le silence dans les rangs.

En 2000, dans une Russie laissée en ruines par l'effondrement de l'URSS, puis par la décennie du pillage à tout-va sous Eltsine, Poutine était apparu comme l'homme de la situation : il allait sortir le pays du chaos. En restaurant la « *verticale du pouvoir* » disait-il, il se faisait fort de rétablir un fonctionnement de l'appareil d'État qui assure leur position à la myriade de ceux qui en font partie, les bureaucrates, et qui, parce qu'ils détiennent une parcelle du pouvoir étatique, forment la principale couche sociale dominante et privilégiée du pays.

Pour rassurer la bureaucratie, son nouveau chef s'était construit dans l'opinion l'image d'un protecteur de la nation, sé-

vère mais juste, auquel donc la population était censée pouvoir se fier pour améliorer son sort. De surcroît, Poutine avait alors profité de circonstances favorables car la fin du chaos dans l'État a coïncidé avec une légère reprise économique entre deux soubresauts de la crise mondiale : en dopant les revenus que l'État tire de l'exportation d'hydrocarbures et de matières premières, cela avait permis d'améliorer quelque peu le niveau de vie de millions de travailleurs.

Mais cette toute-puissance retrouvée de l'État russe reposait vis-à-vis de l'opinion sur un Poutine omniprésent dans les médias, intervenant sur tous les fronts, ici pour intimor à un oligarque de payer ses ouvriers, là pour morigéner un ministre ou encore aux commandes d'un avion de chasse quand ce n'était pas, récemment, d'un camion parcourant le tout nouveau pont qui relie la Crimée à la mère-patrie... Et pour que cet équilibre finalement fragile se maintienne, il fallait qu'aucun choc extérieur ne vienne l'ébranler et que celui qui incarne le régime ne soit pas contesté, sinon de façon circonscrite. Or c'est précisément cela qui est remis en cause.

QUAND FRAPPE LA CRISE MONDIALE

Le 20 février, Poutine s'est targué d'avoir apuré la dette extérieure de l'État russe. Même s'il dit vrai, il n'en reste pas moins que son État court après l'argent. Il y a bien sûr là l'effet de cinq ans de sanctions occidentales à la suite de l'annexion par Moscou de la Crimée en 2014. Outre qu'elles ciblent des officiels de haut rang et de riches bureaucrates, ces sanctions entravent de plus en plus les opérations financières et commerciales des sociétés russes à l'international. Mais, plus grave, il y a les contre-

coups de la crise mondiale sur une Russie qui ne tient qu'une place marginale et subordonnée de fournisseur de matières premières dans les échanges économiques internationaux.

On en a un aperçu chiffré avec les données sur les investissements directs étrangers en Russie, un indicateur censé mesurer les flux entrants de capitaux destinés à l'industrie et aux grandes infrastructures. En 2017, ils se montaient à bien peu : 27,1 milliards de dollars ; en 2018, il n'y en avait pratiquement plus : 1,9 milliard. Et, pour des raisons diverses, mais souvent faute de débouchés, des usines, notamment de firmes étrangères dans l'automobile (Ford, PSA), ferment ou sont sur le point de le faire.

C'est dans ce contexte qu'il faut entendre la phrase lâchée par Poutine lors de son adresse annuelle : « *Les hommes d'affaires honnêtes n'ont pas à devoir vivre sous la menace des articles du Code pénal.* » Il s'agissait d'une critique des services de sécurité, dont Poutine est issu et sur lesquels il s'appuie, et de la justice. Ceux-ci viennent de jeter en prison le patron américain du fonds d'investissement Baring et son adjoint, sur requête de leurs partenaires russes disposant d'appuis au gouvernement, dans une affaire de gros sous et de montages offshore autour d'une banque de premier plan.

La parole présidentielle mettra-t-elle du baume au cœur des investisseurs étrangers en Russie alors qu'ils tendent à s'en détourner ? C'est à voir. Quant à obtenir des bureaucrates-affairistes qu'ils cessent de se comporter en prédateurs se sachant tout permis, c'est tout vu : autant demander du lait à un bouc.

L'affaire Baring est révélatrice des méthodes, pas seulement locales, du monde des affaires. Elle jette aussi un éclairage indirect sur la fai-

blesse de l'État russe dans les relations économiques mondiales. Dans sa propagande à destination de sa propre population, le Kremlin peut rouler des épaules en Syrie, poser en protecteur du Venezuela de Maduro contre l'impérialisme américain, se rengorger d'avoir équipé en avions, hélicoptères et missiles *made in Russia* à la fois l'armée du Pakistan et celle de l'Inde, prêtes à en découdre au Cachemire : dans la guerre économique mondiale, la Russie ne fait pas le poids.

Elle a beau occuper le premier rang des producteurs d'hydrocarbures, ce n'est pas elle qui en fixe les cours, mais les marchés : autrement dit, les très grosses sociétés des États impérialistes. Et elle a encore moins prise sur la demande de pétrole et de gaz, qui dépend de l'état de l'économie des grandes puissances, de la crise mondiale et de la spéculation. Alors, les revenus de l'État russe, qui dépendent à 80% de ses exportations de matières premières, se réduisent depuis des années ; le rouble ne cesse de se déprécier face aux devises (dollar, voire euro) qui dominent les échanges internationaux, ce dont la population russe fait les frais, par un renchérissement des produits importés et par une contraction continue des dépenses publiques.

C'est dans ce cadre que la direction politique de la bureaucratie, à l'unisson avec le patronat petit ou grand, public ou privé, multiplie ses attaques contre le niveau de vie des classes populaires. Les uns et les autres reportent sur les travailleurs, et plus largement les classes populaires, tout le poids de la crise et de ses conséquences, avec pour seul objectif de maintenir, et si possible accroître leurs revenus.

Pendant des années, Poutine s'était gardé de s'en prendre frontalement à la classe ouvrière. Il laissait la foule des bu-

reaucrates s'engraisser, entre autres, de l'exploitation de millions de travailleurs, mais n'hésitait pas à intervenir, de temps à autre, pour sembler les défendre dans telle ou telle situation dont l'opinion aurait pu s'émouvoir, voire qui aurait pu prendre un tour explosif.

Avec l'exacerbation de la crise mondiale, la fuite incessante des capitaux issus des richesses produites par les travailleurs de Russie, ainsi que la quasi-disparition des investissements occidentaux en Russie, les sommets dirigeants de la bureaucratie ont fait leur choix : celui d'intensifier sous toutes ses formes l'exploitation des travailleurs, afin d'assurer à la caste des parasites au pouvoir ce qu'elle exige, le maintien et l'accroissement de ses revenus.

UN MÉCONTENTEMENT QUI S'EXPRIME

C'est à cela d'abord qu'il faut attribuer la prétendue réforme des retraites, une attaque délibérée des futurs retraités qui, pour ce qui est des hommes, seront souvent forcés de travailler jusqu'à leur mort. Il ne faut donc pas s'étonner que cela ait provoqué l'indignation des classes populaires et, l'été dernier, un mouvement qui a mis sur la place publique le rejet de la politique antiouvrière du pouvoir. Ce rejet est très largement partagé, bien plus en tout cas que ne l'aurait laissé penser le fait que seules quelques dizaines de milliers de personnes sont venues l'exprimer dans les rassemblements et dans les rues, et cela malgré le Mondial de football qu'organisait le Kremlin et dont il entendait tirer un profit politique, malgré l'interdiction de manifester dans les centres-villes et malgré les congés d'été.

Cette contestation ouverte a beau s'être étiolée au fil des

semaines, puis avoir cessé faute de perspectives, la cote du pouvoir ne s'est pas redressée pour autant. Qui plus est, la fonction de paratonnerre dévolue au Premier ministre – Poutine restant dans l'ombre avait poussé Medvedev sur le devant de la scène pour qu'il concentre sur lui l'impopularité d'avoir annoncé la réforme des retraites – ne suffit plus à détourner totalement la foudre populaire du président. Il a été hué dans des manifestations de l'été et il a de plus de plus de mal à convaincre dans la posture qui lui avait réussi jusqu'alors : celle du tsar à l'écoute du peuple.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les milieux du pouvoir se demandent, et des médias s'en font l'écho, quelle solution serait la plus à même de garantir leurs privilèges et sources de revenus si le Kremlin ne parvenait pas à empêcher qu'un certain mécontentement s'exprime.

Car il continue de s'exprimer contre un pouvoir qui empoisonne littéralement la population, comme dans le Grand Moscou où elle reste mobilisée, depuis des mois, contre l'incurie des autorités locales et centrales, qui ont laissé se créer de gigantesques décharges à ciel ouvert où s'accumulent les déchets de tous ordres, sans tri ni recyclage, et sans aucun respect de quelque norme sanitaire que ce soit. Quand la population d'un endroit donné réagit avec force, par exemple en coupant les voies de circulation, le pouvoir finit par bouger. Ou plutôt, il déplace la source de nuisance dans un lieu jusqu'alors épargné, ce qui y recrée un terrain de confrontation avec les autorités.

Il y a aussi des grèves pour des augmentations de salaire, même dans les mines d'or du très lointain Kamtchatka ou dans celles de Sibérie centrale. Ce n'est pas étonnant car les prix ne cessent de croître, y

compris ceux des denrées de base de l'alimentation populaire : lait, pain, œufs, céréales.

Ces grèves pour une hausse de salaire restent encore rares. De plus, en général, elles n'obtiennent pas la satisfaction de leur principale revendication et les autorités aident les employeurs à se débarrasser des fortes têtes à l'origine du mouvement. Mais la nouveauté est que l'on ne voit plus seulement éclater des mouvements défensifs : pour récupérer des salaires impayés, ce qui provoque encore bien des grèves dans le bâtiment, la construction du métro, ou pour faire respecter des droits minimums, comme ces dernières semaines parmi le personnel de nettoyage et gardiennage des immeubles à Moscou, des travailleurs souvent venus du Tadjikistan ex-république soviétique qui, se trouvant sous la menace constante de la police qui les rackette quand elle ne les expulse pas en tant que sans-papiers, sont traités comme des parias.

Parmi d'autres exemples, il y a aussi le cas des salariés des maternités et hôpitaux qui doivent se défendre quand les autorités décident de fermer ces établissements, comme récemment à Moscou et à Kemerovo, au cœur du bassin minier de Sibérie, avec les mêmes faux arguments que dans d'autres pays, et dans le même but : faire des économies de fonctionnement et de personnel sur le dos de la population.

UN DÉMAGOGUE XÉNOPHOBES ET ANTILOUVRIER CRÉE SON « SYNDICAT »

C'est dans ce contexte qu'en janvier, celui que les médias et dirigeants occidentaux encensent comme l'opposant n° 1 à Poutine, Alexandre Navalny, a lancé son « syndicat ». Il l'a

baptisé de son nom, en y ajoutant le sigle de l'association qui lui vaut une certaine popularité : FBK (la fondation pour la lutte contre la corruption).

Plusieurs fois emprisonné pour avoir appelé à des manifestations non autorisées ou interdites, il avait percé lors du mouvement de fin 2011-début 2012 contre le régime « *des voleurs et des voyous* » de Poutine. Interdit par l'arbitraire du Kremlin de participer à la présidentielle de 2018, cet avocat, homme d'affaires et blogueur célèbre pour ses vidéos ravageuses sur les avoirs cachés à l'étranger des membres en vue du premier cercle du pouvoir et sur les affaires de corruption dans lesquelles ils trempent, ne s'était jusqu'à présent guère préoccupé du sort des travailleurs. Ou alors pour le pire.

Ainsi lors des municipales à Moscou, où il concourait, il avait lancé une pétition nationale exigeant le renvoi des travailleurs originaires de républiques ex-soviétiques d'Asie et du Caucase, venus souvent sans permis de travail gagner l'équivalent de quelques centaines d'euros par mois en Russie, au prix de leur exploitation féroce sur les chantiers, les marchés, dans l'entretien des routes, des immeubles, dans le commerce, etc. C'était dans la ligne qu'affichait Navalny depuis des années, celle du nationaliste, du xénophobe qui paradait en tête de la Marche des fiertés russes, qui réunissait chaque année tout ce que le pays compte de nostalgique du tsarisme, de nationalistes et de membres de l'extrême droite.

Vers 2014, le Parti du progrès qu'il venait alors de créer ne se démarquait de celui de Poutine, Russie unie, dans aucun domaine tant soit peu social. Comme lui, il prônait le maintien du système dit de partenariat public-privé en matière de sécurité sociale. C'était lo-



Immigrés allant au travail dans un bus de banlieue.

gique, Navalny se tenait sur le terrain qu'il avait choisi en 2011 comme porte-parole des petits patrons et entrepreneurs manifestant place Balotnaïa à Moscou, où sous leur dénonciation des voleurs et des voyous s'exprimait l'aigreur des petits bourgeois de devoir céder la plus grande part du gâteau à la bureaucratie.

En 2018, juste avant d'être interdit de candidature au scrutin présidentiel, Navalny, dans son programme, se bornait à réclamer un doublement des dépenses publiques de santé. Un point c'est tout. En revanche, il ne se faisait pas faute de réclamer, et aujourd'hui encore, « le renforcement du droit de propriété ».

Alors, qu'est-ce qui a pu l'amener à s'intéresser aux syndicats ? Sans doute d'avoir vu certains d'entre eux jouer un rôle dans la mobilisation initiale contre le gouvernement l'été dernier, tandis que lui-même en était réduit à courir derrière. Et puis, le mécontentement social persiste contre le pouvoir, et il voudrait en tirer profit.

Ses partisans, qui font la tournée des grandes villes pour promouvoir son projet, in-

sistent sur le fait qu'il s'adresse aux *budgetniki*, les salariés du secteur public. C'est un signe que Navalny envoie à la petite et moyenne bourgeoisie : il n'a nulle intention de la gêner en organisant un syndicat dans leurs entreprises. Ensuite, en disant qu'il se fixe l'objectif d'obliger Poutine à tenir ses promesses des « décrets de mai » 2012 et 2018, qui prévoyaient d'aligner la paie des *budgetniki* sur le salaire moyen de chaque région, Navalny désigne ce président comme le principal ennemi des travailleurs, tandis que lui serait à leurs côtés. Car il ne s'embarrasse pas de fausses barbes syndicales pour faire de la politique.

Sur ce terrain, il compte obtenir un large soutien parmi des salariés du public, déçus qu'ils sont et par les syndicats largement majoritaires de la FNPR, inféodée au régime, et par ceux de la KTR qui, bien qu'elle se veuille indépendante du pouvoir, a peu d'écho parmi les travailleurs. Pour les mêmes raisons, il n'est pas impossible que le « syndicat Navalny » voie des travailleurs du privé tourner leurs yeux vers lui. En tout cas, son initiateur déclare qu'il faut s'unir, qu'il faut unir les

syndicats avec lui, en fait derrière lui.

Il est bien sûr inquiétant de voir un démagogue nationaliste, xénophobe, partisan du marché et du capitalisme, vouloir jouer du mécontentement des salariés. Et il ne l'est pas moins d'entendre des milieux dits progressistes ou des syndicats dits radicaux envisager de collaborer avec cet individu, au prétexte qu'il se tournerait vers la gauche et en arguant d'une nécessaire unité contre Poutine. Une telle unité se ferait derrière un ennemi politique de la classe ouvrière, comme on en voit émerger et même s'établir au pouvoir dans un nombre croissant de pays.

En Russie, la crise frappe les classes populaires et laborieuses. Le drame est que, pour tenter de se défendre, elles devraient choisir entre un chef de la bureaucratie à l'image écornée et des démagogues du genre de Navalny. Oui, la classe ouvrière russe, comme d'autres, tarde à prendre conscience de la situation et de ses enjeux réels.

Mais les choses pourraient changer. Il existe en Russie des militants, des groupes qui se revendiquent encore peu ou prou des riches traditions du mouvement ouvrier, des idées socialistes, parfois communistes, voire trotskystes de défense des intérêts politiques de la classe ouvrière, qui pourraient, et devraient, lui transmettre ce capital. En tout cas, ce serait la meilleure chose qui puisse arriver, plutôt que de laisser un aventurier nationaliste et antiouvrier à la Navalny se prévaloir de représenter les travailleurs, y compris avec l'aval de certains à gauche ou dans les syndicats.

7 mars 2019

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- **Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification?** (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- **Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat** (n° 153, 16 février 2018)
- **Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)
- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- **Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement?** (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- **Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité** (n° 150)

- **L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes** (N° 158, 18 janvier 2019)



- **Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital** (N° 157, 16 novembre 2018)

IDÉES/HISTOIRE

- **80 ans après la fondation de la IV^e Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités** (n° 156, 19 octobre 2018)
- **Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capitalisme décadent** (n° 155, 15 juin 2018)
- **L'explosion sociale de Mai-Juin 68** (n° 154, 13 avril 2018)
- **États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière** (n° 148, 18 novembre 2016)
- **Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme** (n° 147, 10 juin 2016)
- **Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »?** (n° 146, 8 avril 2016)
- **Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier** (n° 144, 8 janvier 2016)
- **Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme** (n° 143, 9 octobre 2015)
- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)

FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,88 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Presse Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrero@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrero.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



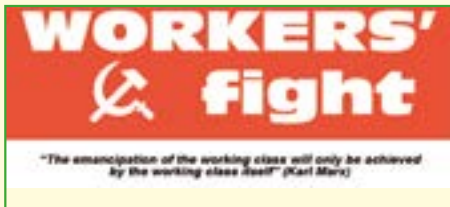
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>